
Sénat et Chambre des représentants de Belgique

SESSION DE 2006-2007

1^{er} MAI 2007

6^e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Vienne, 22-23 février 2007

RAPPORT

FAIT AU NOM DE MME LIZIN (S) ET
DE M. DE DONNEA (Ch)

La session d'hiver de l'AP OSCE a été organisée cette année pour la sixième fois, les 22 et 23 février 2007 à Vienne.

Les objectifs de la session d'hiver sont les suivants :

— une interaction harmonieuse avec le bras gouvernemental de l'OSCE (le président en exercice, le représentant permanent de la présidence, les hauts représentants respectivement pour la liberté de la presse, pour les minorités, pour les questions de genre, le secrétaire général de l'OSCE, les coordinateurs);

— le suivi des déclarations adoptées par l'AP OSCE au cours des assemblées plénières;

— la préparation des rapports de l'assemblée plénière annuelle de juillet.

La délégation belge était emmenée par Mme Anne-Marie Lizin, présidente du Sénat, et se composait par ailleurs des députés François-Xavier de Donnea (MR) et Theo Kelchtermans (CD&V) et Guy Hove (VLD) ainsi que du sénateur Lionel Vandenberghe (sp.a-spirit). Les députés Stef Goris (VLD) et Jean-Pol Henry (PS) ont participé à la session d'hiver en tant qu'observateurs de l'assemblée de l'UEO.

Préalablement aux réunions de la session d'hiver de l'AP OSCE, la délégation a eu, le 21 février 2007, une

Belgische Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers

ZITTING 2006-2007

1 MEI 2007

6^e Wintervergadering van de Parlementaire Assemblee van de OVSE

Wenen, 22-23 februari 2007

VERSLAG

OP NAAM VAN MEVROUW LIZIN (S) EN
DE HEER DE DONNEA (K)

De wintervergadering van de PA OVSE werd dit jaar voor de zesde keer georganiseerd op 22 en 23 februari 2007 te Wenen.

De wintersessie beoogt :

— Een vlotte interactie met de gouvernementele arm van de OVSE (de Chairman-in-office, de permanente vertegenwoordiger van het voorzitterschap, hoge vertegenwoordigers voor resp. de persvrijheid, de minderheden, de gender-issues, de secretaris-generaal van de OVSE, de coördinatoren);

— De opvolging van de verklaringen aangenomen door de PA OVSE tijdens de plenaire vergaderingen;

— De voorbereiding van de rapporten voor de jaarlijkse plenaire vergadering van juli.

De Belgische delegatie werd geleid door mevrouw Anne-Marie Lizin, voorzitter van de Senaat, en bestond verder uit de Kamerleden François-Xavier de Donnea (MR) en Theo Kelchtermans (CD&V), Guy Hove (VLD) en Senator Lionel Vandenberghe (sp.a-spirit). Kamerleden Stef Goris (VLD) en Jean-Pol Henry (PS) namen aan de wintersessie deel als waarnemers van de assemblee van de WEU.

Voorafgaand aan de vergaderingen van de wintersessie van de PA OVSE, had de delegatie op

réunion de travail avec l'ambassadeur de Crombrughe, représentant permanent de la Belgique auprès de l'OSCE, qui, accompagné de ses collaborateurs, a présenté un briefing sur les priorités de la présidence espagnole de l'OSCE.

A. Réunion de la Commission permanente de l'AP OSCE (22 février 2007)

Cette commission se compose du président, des vice-présidents, du trésorier et des membres des bureaux des 3 commissions générales, ainsi que des présidents des délégations nationales auprès de l'AP OSCE.

Le Président Goran Lennmarker (Suède) évoqua brièvement sa récente visite au Turkménistan et exprima l'intention de faire de l'Asie centrale, une des priorités de sa présidence, annonçant pour illustrer son propos que le Bureau en sa séance du 3 décembre 2006 (Bruxelles) avait décidé d'organiser la session d'été de juillet 2008 à Almaty (Kazakhstan). Le Président a remercié la délégation belge pour la parfaite organisation de la session d'été de juillet 2006 et a informé la Commission permanente du bon déroulement de la préparation de la session d'été 2007 à Kiev. M Lennmarker a encore indiqué qu'il se rendrait au cours des prochains mois aux États-Unis et au Canada et qu'il rencontrerait les responsables de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

M. Tokaev, Président du Sénat kazakh et Chef de délégation a pris la parole pour remercier ses collègues du soutien unanime de l'Assemblée parlementaire à la candidature de son pays pour l'organisation de la session d'été 2008.

M. Wimmer, Chef de la délégation allemande a demandé que la question du Kosovo soit à l'agenda des travaux de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Pour M Wimmer, le règlement de cette question est essentiel pour la sécurité de l'Europe et il craint qu'on ne s'oriente vers des solutions qui aillent à l'encontre des principes de base de l'OSCE.

M. Bilorus, Chef de la délégation ukrainienne a insisté pour que l'Assemblée vérifie quel suivi est apporté aux résolutions qu'elle adopte.

Le Président lui a répondu qu'il avait mis l'accent sur ce point lors de la Conférence ministérielle de Bruxelles

M. Jerry Grafstein (Canada), trésorier de l'AP OSCE, a présenté son bilan budgétaire à la Commission permanente. Pour la quatorzième année consécutive, l'Assemblée est restée dans les limites budgétaires imposées, le rapport de KPMG est positif et un

21 februari 2006 een werkvergadering met Ambassadeur de Crombrughe, permanent vertegenwoordiger van België bij de OVSE, die samen met zijn medewerkers, een briefing gaf over de prioriteiten van het Spaanse voorzitterschap van de OVSE.

A. Vergadering van de Vaste Commissie van de PA OVSE (22 februari 2007)

Deze commissie is samengesteld uit de voorzitter, de vice-voorzitters, de penningmeester en de leden van de bureaus van de drie algemene commissies, alsook de voorzitters van de nationale afvaardigingen bij de PA OVSE.

Voorzitter Goran Lennmarker (Zweden) verwijst kort naar zijn recent bezoek aan Turkmenistan en wenst van Centraal-Azië een van de prioriteiten van het voorzitterschap te maken. Zo heeft het bureau tijdens zijn zitting van 3 december 2006 in Brussel beslist de zomervergadering in juli 2008 in Almaty (Kazachstan) te houden. De voorzitter dankt de Belgische afvaardiging voor de perfecte organisatie van de zomerzitting van juli 2006, en deelt de Vaste Commissie mee dat de voorbereidingen van de zomerzitting 2007 in Kiev goed verlopen. De heer Lennmarker meldt bovendien dat hij in de komende maanden naar de Verenigde Staten en Canada zal reizen en dat hij de verantwoordelijken van de Parlementaire Assemblée van de Raad van Europa zal ontmoeten.

De heer Tokaev, voorzitter van de Senaat van Kazachstan en hoofd van de afvaardiging, neemt het woord om zijn collega's te danken voor de unanieme steun aan de kandidaatstelling van zijn land voor het organiseren van de zomerzitting 2008.

De heer Wimmer, hoofd van de Duitse afvaardiging, vraagt dat de kwestie-Kosovo geplaatst wordt op de agenda van de werkzaamheden van de PA OVSE. Voor de heer Wimmer is een regeling van deze kwestie essentieel voor de veiligheid in Europa. Hij vreest dat men oplossingen zoekt die in strijd zijn met de basisbeginselen van de OVSE.

De heer Bilorus, hoofd van de Oekraïense afvaardiging, dringt erop aan dat de Assemblée nagaat hoe de resoluties die zij aanneemt in praktijk worden gebracht.

De voorzitter antwoordt dat hij dit punt ook benadrukt heeft tijdens de ministerconferentie in Brussel.

De heer Jerry Grafstein (Canada), penningmeester van de PA OVSE, stelt de budgettaire balans voor aan de Vaste Commissie. Voor het veertiende jaar op rij is de Assemblée binnen de opgelegde budgettaire grenzen gebleven. Het verslag van KPMG is positief en

fonds de réserve quasiment équivalent aux dépenses d'un année a été constitué. Le site Internet de l'Assemblée évolue bien, il constitue une ressource essentielle puisque toutes les archives de l'AP OSCE peuvent y être consultées. Le Trésorier insiste pour que les parlements nationaux prévoient des liens avec le site de l'AP OSCE (www.oscepa.org).

M. Grafstein remercie le parlement danois qui met des locaux à la disposition du secrétariat international et les autorités autrichiennes qui permettent à Andreas Nothelle de bénéficier de locaux adéquats dans le centre de Vienne.

Le Trésorier a conclu en se réjouissant que 80 % des cotisations 2006-2007 soient payées et a remercié le Secrétaire général et les membres de son personnel de la bonne gestion des finances de l'Assemblée.

M. Yalcintas, Chef de la délégation turque a demandé quelles démarches étaient entreprises pour obliger les mauvais payeurs à s'acquitter de leur dette.

Le Secrétaire général a répondu que des rappels sont envoyés et que les délégations concernées, conformément aux règlements de l'Assemblée, se voient privées du droit de vote. En général, 98 % des cotisations sont finalement payées.

M. Spencer Oliver, Secrétaire général présente ensuite son rapport d'activités. Il est à noter que ce rapport tout comme celui du Trésorier est intégralement repris sur le site de l'Assemblée (www.oscepa.org). Après avoir souligné l'efficacité du personnel du secrétariat international qui doit faire face chaque année à un volume d'activités croissant et avoir remercié les stagiaires qui aident aux tâches quotidiennes, le Secrétaire général a abordé les missions d'observation des élections.

M. Oliver attira l'attention des membres de la Commission permanente sur le deuxième document récapitulatif des missions d'observation réalisées par l'Assemblée qui fait suite à la brochure distribuée à la session d'hiver 2006.

M. Oliver a souligné la position de « leader » de l'AP OSCE et son expertise en matière d'observation électorale.

Le Président Lennmarker fit rapport à la Commission permanente sur la mission d'observation électorale en Serbie, regrettant qu'un accord n'ait pas pu être conclu avec le Bureau des Institutions démocratiques et des droits de l'Homme (BIDDH) et que l'Assemblée parlementaire et le BIDDH aient publié des communiqués distincts. Il a déploré que le BIDDH ait refusé que les élections serbes soient qualifiées de « justes et équitables » et que cette institution n'accepte pas le leadership politique de l'Assemblée parlementaire

een reservefonds dat bijna even groot is als de uitgaven van één jaar, werd aangelegd. De internetsite van de Assemblée gaat de goede kant op en blijkt een essentieel instrument te zijn, aangezien alle archieven van de PA OVSE er geraadpleegd kunnen worden. De penningmeester dringt erop aan dat de nationale parlementen links plaatsen met de site van de PA OVSE (www.oscepa.org).

De heer Grafstein dankt het Deense parlement dat lokalen ter beschikking van het internationaal secretariaat stelt, en de Oostenrijkse overheid, die aan Andreas Nothelle in het centrum van Wenen gepaste lokalen ter beschikking heeft gesteld.

De penningmeester is verheugd over het feit dat 80 % van de bijdragen voor 2006-2007 betaald zijn, en dankt de secretaris-generaal en de leden van zijn personeel voor het goede beheer van de financiën van de Assemblée.

De heer Yalcintas, hoofd van de Turkse delegatie, vraagt welke stappen men heeft ondernomen om wanbetalers te verplichten hun schulden af te lossen.

De secretaris-generaal antwoordt dat herinneringen gestuurd worden en dat de betrokken afvaardigingen krachtens de regels van de Assemblée hun stemrecht kwijtraken. Over het algemeen wordt 98 % van de bijdragen uiteindelijk gestort.

De heer Spencer Oliver, secretaris-generaal, stelt vervolgens zijn activiteitenverslag voor. Dit verslag, evenals dat van de penningmeester, verschijnt integraal op de website van de Assemblée (www.oscepa.org). Hij looft de efficiëntie van het personeel van het internationaal secretariaat, dat elk jaar meer activiteiten te verwerken krijgt, en de stagiairs die daarbij hulp bieden voor dagelijkse taken. Vervolgens brengt hij verslag uit over de waarnemingsmissies bij verkiezingen.

De heer Oliver vestigt de aandacht van de leden van de Vaste Commissie op het tweede samenvattende document betreffende de observatie-opdrachten van de Assemblée, dat een vervolg is op de folder die tijdens de winterzitting van 2006 werd uitgedeeld.

De heer Oliver benadrukt de leiderspositie van de PA OVSE en haar ervaring als waarnemer van verkiezingen.

Voorzitter Lennmarker brengt verslag uit bij de Vaste Commissie over de verkiezingswaarnemingsmissie in Servië. Hij betreurt dat geen akkoord is bereikt met het « *Office for Democratic Institutions and Human Rights* » (ODIHR) en dat de parlementaire assemblee en het ODIHR afzonderlijke communiqués hebben bekendgemaakt. Hij betreurt dat het ODIHR heeft geweigerd om de verkiezingen in Servië als rechtvaardig en billijk te kwalificeren en dat deze instelling het politieke leiderschap van de Parlementaire Assem-

comme le prévoit pourtant l'accord signé en 1997 par les deux institutions. Pour M Lennmarker, il est indispensable que le message des observateurs soit clair pour les citoyens du pays observé et il ne comprend dès lors pas pourquoi il faudrait s'abstenir d'utiliser les qualificatifs de « justes et équitables », si ceux-ci reflètent la réalité. Le Président a aussi précisé que le contenu de la déclaration était source de désaccord entre les deux institutions : l'Assemblée ne souhaite pas faire mention de tous les détails techniques collectés par le BIDDH en vue de publier une évaluation détaillée sur le respect des critères de Copenhague. L'Assemblée préfère une déclaration limitée mais qui donne toute la légitimité et le poids politique au processus d'observation. Le Président a enfin laissé entendre qu'il pouvait y avoir une forme de politisation par le BIDDH dont l'appréciation serait parfois influencée par le résultat des élections. Le Président a également informé les chefs de délégation de la désignation de Mme Tone Tingsgard comme coordonnateur pour l'observation des élections en Arménie, précisant qu'il espérait que cette désignation serait entérinée par le Président en exercice, M. Moratinos.

Un long débat s'ensuivit sur les missions d'observation des élections. M Wimmer (Allemagne) a insisté pour que tous les États participants acceptent des missions d'observation des élections. Mme Haering (Suisse) a dit déplorer l'augmentation des tensions entre l'AP OSCE et le BIDDH qui selon elle, sont complémentaires et doivent coopérer. Elle en a appelé à une résolution rapide de la crise entre les deux institutions. Le représentant des Pays-Bas a également insisté pour qu'une solution rapide soit trouvée et pour que cesse l'escalade entre les deux institutions de l'OSCE.

Mme Zapff (Allemagne) a insisté pour qu'une solution soit trouvée à la crise faute de quoi on irait à la destruction de l'instrument précieux que constituent les missions d'observation électorale. Pour elle, il est impossible aux parlementaires de juger en trois jours de temps du bon déroulement de l'ensemble du processus électoral et la collaboration avec le BIDDH est donc indispensable. Pour Mme Zapff, les pays dans lesquels les élections ne sont pas justes et équitables sont les vainqueurs de ce conflit. Elle en a donc aussi appelé à une solution qui ne discrimine aucune des deux institutions et reste basée sur l'accord de 1997.

Le chef de la délégation britannique a rappelé que l'observation ne pouvait porter que sur l'équité du processus, la liberté de choix et le libre accès aux élections et ne pouvait en aucun cas porter sur le résultat des élections. Pour lui, aucun parlementaire, observateur à court terme, ne peut juger de l'équité de la couverture médiatique. Pour ce faire, il faut une

blee niet aanvaardt, hoewel dit is vastgesteld in een akkoord dat beide instellingen in 1997 hebben ondertekend. Voor de heer Lennmarker moet de boodschap van de waarnemers duidelijk zijn voor de burgers van het betrokken land en hij begrijpt dan ook niet waarom de adjectieven « rechtvaardig en billijk » niet zouden mogen worden gebruikt als zij met de werkelijkheid overeenstemmen. De voorzitter verduidelijkt voorts dat beide instellingen het oneens waren over de inhoud van de verklaring: de Assemblée wilde niet alle technische details vermelden die het ODIHR had verzameld met het oog op de publicatie van een gedetailleerde evaluatie van de naleving van de criteria van Copenhague. De Assemblée gaf de voorkeur aan een beperkte verklaring die het waarnemingsproces al zijn legitimiteit en politiek gewicht meegeeft. De voorzitter laat ten slotte verstaan dat het ODIHR bij zijn beoordeling soms werd beïnvloed door het resultaat van de verkiezingen en dat er dus sprake was van een zekere vorm van politisering. Ten slotte brengt de voorzitter de afdelingsvoorzitter op de hoogte van de aanwijzing van mevrouw Tone Tingsgard als coördinator van de verkiezingswaarnemingen in Armenië, en spreekt de hoop uit dat deze aanwijzing door de huidige voorzitter, de heer Moratinos, zou worden bevestigd.

Daarna volgt een lang debat over de verkiezingswaarnemingsmissies. De heer Wimmer (Duitsland) dringt erop aan dat de deelnemende landen de verkiezingswaarnemingsmissies aanvaarden. Mevrouw Haering (Zwitserland) betreurt de toenemende spanning tussen de PA OSVE en het ODIHR. Beide instellingen vullen elkaar aan en moeten samenwerken. Zij dringt aan op een snelle oplossing voor de crisis tussen beide instellingen. De vertegenwoordiger van Nederland dringt ook aan op een snelle oplossing zodat een einde komt aan de toenemende spanning tussen beide instellingen van de OVSE.

Mevrouw Zapff (Duitsland) dringt erop aan dat een oplossing wordt gevonden voor de crisis. Zo niet dreigt het waardevolle instrument van de verkiezingswaarnemingsmissies verloren te gaan. Volgens haar kunnen de parlementsleden in drie dagen geen oordeel vellen over het goede verloop van het hele verkiezingsproces en daarom is de samenwerking met het ODIHR onontbeerlijk. Voor mevrouw Zapff zijn de landen waar de verkiezingen niet rechtvaardig en billijk verlopen de grote winnaars in dit conflict. Zij dringt dus ook aan op een oplossing die geen van beide instellingen discrimineert en gebaseerd is op het akkoord van 1997.

Het hoofd van de Britse delegatie herinnert eraan dat de waarneming alleen betrekking kan hebben op de billijkheid van het proces, de keuzevrijheid en de vrije toegang tot de verkiezingen en in geen geval op het resultaat van de verkiezingen. Volgens hem kan geen enkel parlements lid als waarnemer op korte termijn oordelen over de billijkheid van de bericht-

coopération avec les observateurs à long terme du BIDDH. M Lloyd a réaffirmé que l'accord de 1997 était à la base de cette coopération et a regretté que l'observation électorale en Serbie ait donné lieu à des déclarations séparées du BIDDH et de l'AP OSCE. Selon lui, les dissensions actuelles ne profitent qu'à ceux qui ne souhaitent pas organiser d'élections honnêtes. Certes l'observation à long terme ne peut seule apporter la légitimité à l'observation électorale mais elle est nécessaire et permet une évaluation qui se précise au fil des mois.

Le président Lennmarker a répondu que les commentaires des trois assemblées parlementaires étaient fondés sur les observations à long terme du BIDDH qui sont très bonnes mais a laissé entendre que le conflit se pose surtout avec le personnel du BIDDH qui arrive de Varsovie sur le terrain, en fin de mission et non avec les observateurs à long terme.

Le représentant de la Russie a souligné que sa délégation avait depuis longtemps attiré l'attention sur les dysfonctionnement observés lors des observations électorales. Pour lui, les liens entre le BIDDH et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sont suspects. Il a déploré que les remarques de sa délégation sur l'observation électorale n'aient pas été entendues car il est convaincu que ces missions ne sont ni transparentes ni impartiales. Il a critiqué les défaillances du BIDDH et a regretté que la CEI ne soit pas invitée à prendre part à ces missions.

M. Soares (Portugal) a déclaré que le travail des parlementaires était beaucoup moins onéreux que celui du BIDDH, il a déploré que le BIDDH n'accepte pas le leadership politique de l'Assemblée parlementaire. Pour le chef de la délégation portugaise, il est essentiel de préciser si les élections ont ou non été justes et équitables. Il voit dans les dissensions avec le BIDDH, une véritable lutte de pouvoir qui affaiblit l'AP OSCE par rapport à celle du Conseil de l'Europe. Il espère donc que le Président Lennmarker pourra apporter une solution, en accord avec le Président en exercice de l'OSCE, M Moratinos.

M. Kammenos (Grèce) a vivement critiqué le lobbying mené par certains diplomates et par le Secrétaire général de l'OSCE. Il y voit la volonté de la diplomatie de mettre les parlementaires hors jeu alors que la répartition du travail est claire : l'observation à long terme par le BIDDH et le travail politique par les parlementaires.

geving in de media. Daarom is de samenwerking met de langetermijnwaarnemers van het ODIHR onontbeerlijk. De heer Lloyd bevestigt nogmaals dat de overeenkomst van 1997 als basis diende voor deze samenwerking en betreurt dat de verkiezingswaarnemingsmissie in Servië heeft geleid tot afzonderlijke verklaringen van het ODIHR en de PA OVSE. Volgens hem werkt de huidige onenigheid alleen in het voordeel van degenen die geen eerlijke verkiezingen willen organiseren. De waarnemingen op lange termijn kunnen niet alleen de legitimiteit van de verkiezingswaarnemingen garanderen maar ze zijn noodzakelijk en laten een beoordeling toe die in de loop van de maanden steeds nauwkeuriger wordt.

Voorzitter Lennmarker antwoordt dat commentaren van de drie parlementaire assemblees gebaseerd waren op de langetermijnwaarnemingen van het ODIHR die uitstekend zijn, maar laat verstaan dat het conflict vooral te maken heeft met het personeel van het ODIHR dat vanuit Warschau aankomt aan het einde van de opdracht, en niet met de langetermijnwaarnemers.

De vertegenwoordiger van Rusland benadrukt dat zijn delegatie al lang de aandacht vestigt op de problemen die ontstaan tijdens de verkiezingswaarnemingen. Voor hem zijn de banden tussen het ODIHR en de Parlementaire Assemblee van de NAVO verdacht. Hij betreurt dat de opmerkingen van zijn delegatie over de verkiezingswaarnemingen niet zijn gehoord want hij is ervan overtuigd dat deze opdrachten noch doorzichtig noch onpartijdig zijn. Hij bekritiseert de tekorten van het ODIHR en betreurt dat het GOS niet is uitgenodigd om deel te nemen aan deze missies.

De heer Soares (Portugal) verklaart dat het werk van de parlementsleden veel minder zwaar was dan dat van het ODIHR. Hij betreurt dat het ODIHR het politieke leiderschap van de Parlementaire Assemblee niet aanvaardt. Voor het hoofd van de Portugese delegatie is het van essentieel belang om te verduidelijken of de verkiezingen nu al dan niet rechtvaardig en billijk zijn verlopen. De onenigheid met het ODIHR beschouwt hij als een echte machtsstrijd die de PA OVSE verzwakt ten aanzien van de Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa. Hij hoopt dat voorzitter Lennmarker een oplossing zal vinden samen met de huidige voorzitter van de OVSE, de heer Moratinos.

De heer Kammenos (Griekenland) bekritiseert de lobbying van bepaalde diplomaten en van de secretaris-generaal van de OVSE. Volgens hem willen de diplomaten de parlementsleden buiten spel zetten terwijl het werk toch duidelijk verdeeld is : de langetermijnwaarneming wordt verricht door het ODIHR en het politieke werk door de parlementsleden.

M. Yalcintas (Turquie) s'est dit étonné de l'ampleur du conflit entre les deux institutions. Il a précisé que lors des élections au Montenegro, la collaboration avec le BIDDH avait été bonne.

Le représentant de l'Arménie a dit tout l'espoir qu'avait suscité dans la population arménienne, la visite d'une délégation de l'AP OSCE annonçant une observation des prochaines élections. Il a souligné que l'observation ne pouvait se limiter au jour du scrutin proprement dit car les violations des droits de l'opposition étaient déjà quotidiennes dès maintenant dans son pays: absence d'accès des candidats de l'opposition sur les chaînes de télévision, impossibilité pour eux de communiquer avec la population. Il a déploré que les principes et les résolutions de l'AP OSCE et du Conseil de l'Europe ne soient pas appliqués et a dit craindre une guerre civile dans son pays.

Le représentant de l'Italie s'est dit en faveur d'une distinction claire entre les rôles technique et politique mais en refusant de tomber dans le piège de l'affrontement. Il en a appelé à une solution apportée par le Président en exercice de l'OSCE.

M. Raidel (Allemagne) s'est quant à lui demandé s'il ne fallait pas revoir l'accord de 1997 pour préciser les rôles de chacun et notamment celui du coordonnateur.

M. Grafstein (Canada) a demandé que la solution soit examinée par le Président Lennmarker et le Président en exercice M Moratinos sans implication de bureaucrates.

Mme Wigström (Suède) a mis l'accent sur la qualité du travail qui résulte de la coopération entre les deux institutions de l'OSCE et a demandé que le président Lennmarker mette fin à un conflit qui perdure depuis quatre ans.

Mme Lizin (PS) a déclaré qu'il s'agissait bien d'une crise institutionnelle dont l'issue serait, selon elle, favorable à l'Assemblée parlementaire. Citant le texte adopté à la Conférence ministérielle de Bruxelles, elle a insisté sur le fait qu'il y avait, pour le BIDDH, une obligation de coopérer avec l'Assemblée parlementaire. Elle a donc invité le président Lennmarker à identifier les points de friction avec le directeur du BIDDH, M Strohal, s'il estimait que cette coopération n'avait pas eu lieu en Serbie. Elle a par ailleurs invité la Russie à ne pas se tromper de combat et à comprendre que l'image d'un grand pays ne se mesure pas à la force de son exécutif mais à la variété des forces démocratiques au sein du parlement et à la manière dont elles confortent l'exercice démocratique.

De heer Yalcintas (Turkije) is verbaasd over de omvang van het conflict tussen beide instellingen. Hij verduidelijkt dat de samenwerking met het ODIHR ten tijde van de verkiezingen in Montenegro nog goed was.

De vertegenwoordiger van Armenië benadrukt hoeveel hoop het bezoek van een delegatie van de PA OVSE en de aankondiging van de waarneming van de volgende verkiezingen bij de Armeense bevolking heeft gewekt. Hij benadrukt dat de waarneming niet beperkt mag blijven tot de dag van de verkiezing zelf omdat de mensenrechten nu al dagelijks werden geschonden in zijn land: kandidaten van de oppositie kregen geen toegang tot de televisie, zij kunnen niet communiceren met de bevolking. Hij betreurt dat de principes en resoluties van de PA OSVE en van de Raad van Europa niet worden toegepast en vreest voor een burgeroorlog in zijn land.

De vertegenwoordiger van Italië is voorstander van een duidelijk onderscheid tussen de technische en de politieke rol maar wil niet vervallen in confrontaties. Hij hoopt dat de huidige voorzitter van de OVSE een oplossing kan vinden.

De heer Raidel (Duitsland) heeft zich op zijn beurt afgevraagd of het akkoord van 1997 niet herzien moet worden om de rollen van de betrokkenen en in het bijzonder van de coördinator beter te definiëren.

De heer Grafstein (Canada) heeft gevraagd dat de oplossing bestudeerd wordt door voorzitter Lennmarker en de fungerend voorzitter, de heer Moratinos, zonder dat daarbij bureaucraten worden betrokken.

Mevrouw Wigström (Zweden) heeft de nadruk gelegd op de kwaliteit van het werk dat voortkomt uit de samenwerking tussen de twee OVSE-instellingen en heeft gevraagd dat voorzitter Lennmarker een einde zou maken aan een conflict dat al vier jaar aansleept.

Mevrouw Lizin (PS) heeft verklaard dat het wel degelijk om een institutionele crisis gaat, die volgens haar in het voordeel van de parlementaire assemblee zou worden beslecht. Zij heeft met een citaat uit de tekst die is aangenomen op de ministerconferentie van Brussel aangedrongen op het feit dat het ODIHR verplicht is met de Parlementaire Assemblee samen te werken. Zij heeft dus voorzitter Lennmarker gevraagd om de punten waarover onenigheid bestaat op te nemen met de directeur van het ODIGR, de heer Strohal, indien hij vond dat de samenwerking in Servië niet bestond. Zij heeft ook Rusland gevraagd om geen onnodige strijd te leveren en in te zien dat het imago van een groot land niet afhangt van de kracht van zijn uitvoerende macht, maar wel van de verscheidenheid van de democratische krachten binnen het parlement en de manier waarop die krachten de democratie in de praktijk brengen.

Le Président Lennmarker a clôturé les travaux après avoir rappelé les dates des activités futures : forum économique à Andorre (24-26 mai 2007), session d'été à Kiev (5-9 juillet 2007), forum d'automne en Slovénie à Portoroz (29 septembre au 1 octobre 2007) et Bureau de l'AP OSCE le 28 novembre à Madrid (suivi de la Conférence ministérielle les 29-30 novembre 2007)

B. Réunion des Commissions générales de l'AP OSCE

Exposé introductif

Lors de la réunion d'ouverture commune des trois Commissions, le Président Lennmarker a rappelé les objectifs de la session d'hiver de Vienne à savoir débattre avec les trois rapporteurs des points qui seront examinés lors de la session annuelle d'été et faire le point du suivi des résolutions adoptées par l'Assemblée parlementaire. Le Président a également annoncé la tenue à Almaty (Kazakhstan) de la session annuelle d'été en juillet 2008.

Mme Barbara Prammer, Présidente du Conseil national autrichien, a adressé quelques paroles de bienvenue aux membres de l' AP OSCE. Elle a mis l'accent sur la qualité du travail des missions de terrain de l'OSCE qui confèrent à l'organisation une grande flexibilité et une méthode opérationnelle qui constituent de réelles plus-values. Elle a insisté sur la nécessité de préserver l'indépendance de ces missions de terrain et a par ailleurs annoncé la mise à disposition de nouveaux bâtiments pour l'OSCE dans les mois à venir. Elle a également remercié Mme Tone Tingsgard pour son action en tant que Représentante Spéciale pour les questions liées au genre en soulignant qu'il faut stimuler les femmes à jouer un rôle actif aux niveaux local et national. Enfin, la Présidente a évoqué les thèmes de la sécurité énergétique et de la lutte contre la traite des êtres humains, rappelant que depuis sa création, tout d'abord comme CSCE, l'organisation avait privilégié une approche globale et multidimensionnelle de la sécurité.

Cette année, le Président en exercice de l'OSCE, M Moratinos, n'a pas pris part à la séance d'ouverture de la session d'hiver de l'AP OSCE mais a délégué son Envoyé spécial, M J. Borrell pour présenter les priorités de la présidence espagnole.

M. Borrell a tout d'abord souligné l'importance de la diplomatie parlementaire comme complément à l'action gouvernementale. Il estime que l'Assemblée parlementaire assure un soutien au fonctionnement

Voorzitter Lennmarker heeft de werkzaamheden afgesloten met een overzicht van de op stapel staande activiteiten : economisch forum in Andorra (24-26 mei 2007), zomertzitting te Kiev (5-9 juli 2007), herfstforum in Slovenië te Portoroz (29 september tot 1 oktober 2007) en Bureau van de PA OVSE op 28 november in Madrid (gevolgd door de ministerconferentie van 29-30 november 2007)

B. Vergadering van de algemene Commissies van de PA OVSE

Inleidende uiteenzetting

Tijdens de gemeenschappelijke openingsvergadering van de drie Commissies heeft voorzitter Lennmarker de doelstellingen van de zitting van Wenen herhaald, die neerkwamen op een bespreking met de drie rapporteurs van de punten die tijdens de jaarlijkse zomertzitting zullen worden bekeken en het evalueren van het gevolg dat werd gegeven aan de resoluties die door de Parlementaire Assemblée waren aangenomen. De voorzitter heeft tevens aangekondigd dat de jaarlijkse zomertzitting van juli 2008 in Almaty (Kazachstan) zal worden gehouden.

Mevrouw Barbara Prammer, voorzitter van de Oostenrijkse Nationale Raad, heeft de leden van de PA OVSE verwelkomd. Zij heeft de nadruk gelegd op de kwaliteit van het werk van de missies op het terrein van de OVSE, die aan de organisatie een grote flexibiliteit schenken en een operationele methode die zeker troeven zijn. Zij heeft aangedrongen op de noodzaak om de onafhankelijkheid van die missies op het terrein te vrijwaren en heeft ook aangekondigd dat de OVSE binnen de komende maanden nieuwe gebouwen zal krijgen. Ook heeft zij mevrouw Tone Tingsgard bedankt voor haar activiteiten als speciale vertegenwoordigster voor de gendervraagstukken en heeft zij benadrukt dat vrouwen aangemoedigd moeten worden om een actieve rol te spelen op lokaal en nationaal niveau. De voorzitter heeft ten slotte nog de thema's aangeraakt van veilige energie en de strijd tegen de mensenhandel, eraan herinnerend dat de organisatie al sinds haar oprichting — onder de naam CVSE — voorstander was van een algemene en multidimensionele aanpak van de veiligheid.

Dit jaar heeft de fungerend voorzitter van de OVSE, de heer Moratinos, niet deelgenomen aan de openingszitting van de winterzitting van de PA van de OVSE maar heeft hij speciale gezant, de heer J. Borrell gestuurd om de voorrangspunten van het Spaans voorzitterschap te belichten.

De heer Borrell heeft eerst het belang benadrukt van de parlementaire diplomatie, als aanvulling op wat de regering onderneemt. Hij vindt dat de PA algemene ondersteuning geeft aan de gehele werking van de

global de l'OSCE mais est aussi un pourvoyeur d'idées et stimule le dialogue entre les États participants. M. Borrell s'est réjoui de la déclaration de Bruxelles et notamment de l'appel qui y est lancé pour soutenir les missions de terrain de l'OSCE notamment celles des Balkans.

Quant aux priorités de la présidence espagnole, il a mentionné la résolution des problèmes en ex-Yougoslavie et particulièrement au Kosovo; les conflits gelés dans les anciennes républiques d'Union Soviétique; la stimulation de la transition démocratique; l'amélioration de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme; la problématique environnementale (plus particulièrement la contamination des eaux et la dégradation des sols).

M. Borrell a rappelé le rôle du BIDDH dans le suivi de la mise en œuvre des critères de Copenhague et a mis en exergue l'importance des missions d'observation électorale pour soutenir le processus de transition démocratique. Cette observation est selon lui une pièce maîtresse du travail de l'organisation et ne peut se limiter au décompte des voix mais doit aussi porter sur tout le processus en amont et en aval des élections. On ne peut se limiter à une déclaration sur le caractère juste et équitable des élections, il faut formuler des recommandations pour améliorer la situation et assurer un suivi. Il a défendu la méthode d'analyse basée sur des faits objectifs qui permet à l'organisation de ne pas être discréditée, accusée de faire des déclarations subjectives et privée de légitimité. Indiquant que le Président en exercice ferait tout pour soutenir ce volet de l'action de l'OSCE, M. Borrell a dit aux parlementaires qu'il fallait dépasser les divergences internes pour maintenir cet outil fondamental mais fragile qu'est l'observation électorale. Il s'est prononcé en faveur de l'accord de coopération de 1997.

M. Perrin de Brichambaut, Secrétaire général de l'OSCE, a clôturé la séance en exposant quelques unes des évolutions en cours au sein de l'OSCE et les orientations définies lors de la Conférence ministérielle de Bruxelles.

Il a mis en évidence les points suivants : poursuite de la lutte contre les armes légères et de petit calibre et la prolifération des armes de destruction massive; coopération en matière de lutte contre le terrorisme notamment par la prévention de l'utilisation à des fins criminelles de passeports et autres documents de voyage perdus ou volés; renforcement du dialogue en matière de sécurité énergétique et réchauffement

OVSE mais que celle-ci est aussi une source d'idées et stimule le dialogue entre les États participants. M. Borrell se réjouit de la déclaration de Bruxelles et en particulier de l'appel qui y est lancé pour soutenir les missions de terrain de l'OSCE, en particulier celles des Balkans.

Quant aux priorités de la présidence espagnole, il a mentionné la résolution des problèmes en ex-Yougoslavie et en particulier au Kosovo; les conflits gelés dans les anciennes républiques d'Union soviétique; la stimulation de la transition démocratique; l'amélioration de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme; la problématique environnementale (et en particulier la contamination des eaux et la dégradation des sols).

M. Borrell a rappelé le rôle du BIDDH dans le suivi de la mise en œuvre des critères de Copenhague et a mis en exergue l'importance des missions d'observation électorale pour soutenir le processus de transition démocratique. Cette observation est selon lui une pièce maîtresse du travail de l'organisation et ne peut se limiter au décompte des voix mais doit aussi porter sur tout le processus en amont et en aval des élections. On ne peut se limiter à une déclaration sur le caractère juste et équitable des élections, il faut formuler des recommandations pour améliorer la situation et assurer un suivi. Il a défendu la méthode d'analyse basée sur des faits objectifs qui permet à l'organisation de ne pas être discréditée, accusée de faire des déclarations subjectives et privée de légitimité. Indiquant que le Président en exercice ferait tout pour soutenir ce volet de l'action de l'OSCE, M. Borrell a dit aux parlementaires qu'il fallait dépasser les divergences internes pour maintenir cet outil fondamental mais fragile qu'est l'observation électorale. Il s'est prononcé en faveur de l'accord de coopération de 1997.

M. Perrin de Brichambaut, secrétaire général de l'OSCE, a clôturé la séance en exposant quelques unes des évolutions en cours au sein de l'OSCE et les orientations définies lors de la Conférence ministérielle de Bruxelles.

Il a mis en évidence les points suivants : poursuite de la lutte contre les armes légères et de petit calibre et la prolifération des armes de destruction massive; coopération en matière de lutte contre le terrorisme notamment par la prévention de l'utilisation à des fins criminelles de passeports et autres documents de voyage perdus ou volés; renforcement du dialogue en matière de sécurité énergétique et réchauffement

climatique; lutte contre l'intolérance et les discriminations et contre la traite des êtres humains et poursuite de l'accord de 1997 entre le BIDDH et l'APOSCE en matière d'observation électorale.

Le Secrétaire général a présenté l'OSCE comme un instrument politique régional ambitieux mais d'un maniement délicat, il a rappelé que l'Organisation était fragile parce qu'elle est le reflet des tensions de toutes sortes qui persistent à travers la grande Europe. Il a émis le souhait que ces tensions (tant au dehors qu'à l'intérieur) de l'OSCE ne conduisent pas à une fragmentation de l'Organisation.

1. Commission des Affaires politiques (président Jean-Charles Gardetto, Monaco):

Le vice-président Hans Raidel (Allemagne) a présenté son rapport de suivi relatif à la Déclaration de Bruxelles (session d'été de l'OSCE à Bruxelles en 2006). Il a aussi souligné que des progrès ont été effectués en ce qui concerne l'armée arménienne. Il a en outre évoqué le contrôle électoral qui avait déjà été abordé lors de l'assemblée générale et a exhorté à une meilleure collaboration entre les parlementaires et l'ODIHR.

Le délégué des Pays-Bas, M. Van Biesen, a signalé à ce propos que la délégation néerlandaise adressera une lettre au président de l'OSCE pour lui demander de résoudre rapidement le conflit entre l'ODIHR et le secrétaire général de l'OSCE et de revenir à la situation antérieure.

Lors du débat qui a suivi, un délégué russe a déclaré que l'OSCE devrait abandonner peu à peu son aspect purement humanitaire. Le travail de l'ODIHR est extrêmement important et sa responsabilité devrait être étendue afin de parvenir à un équilibre géographique en matière de contrôle électoral.

Un délégué du Royaume-Uni s'est étonné de ce que des élections très importantes ont lieu en Irlande du Nord le 5 mars, mais que l'OSCE n'enverra pas d'observateurs parce que le gouvernement britannique a omis d'envoyer une invitation. L'OSCE ne se rend manifestement que dans les pays de l'ex-Union soviétique, mais il ne va pas au cœur de l'Europe.

Le rapporteur Kristian Pihl-Lorentzen (Danemark) a abordé les sujets qui seront à l'ordre du jour de la prochaine réunion annuelle à Kiev. Le sujet principal sera l'approvisionnement énergétique garanti. Il s'agit évidemment d'une question relevant de l'OSCE, qui concerne au plus haut point tant les pays producteurs que les pays consommateurs. L'approvisionnement énergétique est un défi mondial caractérisé par l'interdépendance. Il est clair, à ce propos, qu'un

inzake veilige energie en opwarming van het klimaat; strijd tegen de onverdraagzaamheid en de discriminatie, alsook strijd tegen de mensenhandel en het voortzetten van het akkoord van 1997 van de ODIHR en de PA van de OVSE wat de waarneming van de verkiezingen betreft.

De Secretaris-generaal heeft de OVSE voorgesteld als een ambitieus regionaal politiek instrument, maar op een delicate manier heeft hij erop gewezen dat de organisatie kwetsbaar is, omdat zij allerlei spanningen bevat die doorheen groot-Europa nog steeds bestaan. Hij heeft de wens geuit dat deze spanningen (zowel interen als externe) in de OVSE de organisatie niet uit elkaar doen vallen.

1. Commissie Politieke Zaken (voorzitter Jean-Charles Gardetto, Monaco):

Ondervoorzitter Hans Raidel (Duitsland) stelde zijn opvolgingsverslag over de Verklaring van Brussel (zomerzitting van de OVSE in Brussel in 2006) voor. Hij stipte ook aan dat op het vlak van het Armeense leger vooruitgang geboekt werd. Hij verwees ook naar de verkiezingscontrole die reeds op de algemene vergadering ter sprake kwam en riep op tot een betere samenwerking tussen de parlementsleden en ODIHR.

De Nederlandse afgevaardigde M. Van Biesen meldde in dat verband dat de Nederlandse delegatie een brief aan de OVSE-voorzitter zal richten om hem te verzoeken met bekwame spoed het heersende conflict tussen ODIHR en de secretaris-generaal van de OVSE op te lossen en terug te keren naar de vroegere situatie.

Tijdens het daaropvolgende debat gaf een Russische afgevaardigde te kennen dat de OVSE stilaan het louter humanitaire aspect zou moeten verlaten. Het werk van ODIHR is uiterst belangrijk en de verantwoordelijkheid ervan zou moeten uitgebreid worden om tot een geografische balans inzake verkiezingscontrole te komen.

Een Britse afgevaardigde verbaasde zich erover dat op 5 maart zeer belangrijke verkiezingen in Noord-Ierland gehouden worden, maar dat de OVSE geen waarnemers stuurt omdat de Britse regering verzuimd heeft een uitnodiging te sturen. OVSE gaat blijkbaar alleen naar de ex-Sovjetlanden, maar is in het hart van Europa niet te zien.

Rapporteur Kristian Pihl-Lorentzen (Denemarken) besprak de onderwerpen die op de volgende jaarvergadering in Kiev zullen geagendeerd worden. De hoofdbrok wordt de verzekerde energiebevoorrading. Dit is evident een OVSE-aangelegenheid die zowel de producerende landen als de verbruikerslanden ten zeerste aanbelangt. Energiebevoorrading is een mondiale uitdaging die gekenmerkt wordt door onderlinge afhankelijkheid. Het moge daarbij duidelijk zijn dat

développement renforcé des énergies alternatives sera également abordé.

Un autre thème sera la Biélorussie. Bien que l'OSCE ait déjà fait beaucoup pour améliorer la situation, ce point doit rester à l'ordre du jour afin d'encore faire progresser la démocratisation, le respect des droits de l'homme et de la liberté de la presse. S'il y a de nouveaux développements au Kosovo, ce point devra également être mis à l'ordre du jour.

Pendant la discussion qui a suivi, un représentant de la Biélorussie a souligné qu'il existe une différence entre la réalité et la perception du rapporteur lorsqu'il visite un pays. L'année dernière, la situation s'est considérablement améliorée.

M. Rolf Ekeus, Haut représentant pour les minorités nationales, a fourni des précisions relatives à l'exercice de son mandat. En améliorant les relations entre les pays, il est possible de contribuer à la prévention des conflits. La sécurité militaire ne peut être dissociée du respect des droits de l'homme, à savoir l'un des principaux piliers de l'OSCE, et cette organisation est unique dans ce domaine. Les tensions entre les groupes ethniques et les religions peuvent engendrer des conflits. L'intégration, associée au respect de l'identité, revêt par conséquent une importance considérable pour les minorités. Cette intégration peut être favorisée par la participation à la vie politique et l'égalité des chances, ce qui présuppose la formation dans une autre langue, la formation des enseignants, mais également des émissions radiophoniques dans la langue de la minorité. Des centres de conseil en matière législative devraient également être créés pour les minorités. Enfin, la police et les pouvoirs publics doivent être formés afin de savoir quelle attitude adopter vis-à-vis des minorités.

Un délégué suisse a prôné la solution unique, d'un point de vue linguistique, que son pays a mise au point et qui prévoit quatre langues totalement équivalentes.

Un délégué arménien, un délégué russe et un délégué kazakhe ont déploré l'incident lié à la statue du soldat inconnu, en Estonie, qui témoigne, selon eux, d'un manque de respect pour les sensibilités des minorités.

Un délégué suédois a souligné que chaque pays fait ce qu'il veut, mais qu'il doit néanmoins tenir compte des sensibilités des minorités. Un délégué estonien a arrondi les angles. La nouvelle loi sur la protection des sites militaires, adoptée récemment par le parlement estonien, vise en effet à placer 17 monuments nationaux, dont la statue du soldat inconnu, sous la protection de l'armée. Certains seront même déplacés, en raison de leur situation géographique peu favorable, vers un site plus adéquat et plus respectueux.

ook een versterkte ontwikkeling van alternatieve energiebronnen aan bod zal komen.

Een ander thema wordt Wit-Rusland. Hoewel de OVSE al veel heeft gedaan om de toestand te verbeteren, toch moet het op de agenda blijven om de democratisering, de eerbied voor de mensenrechten en voor de persvrijheid, nog verder te verbeteren. Indien er nieuwe ontwikkelingen in Kosovo komen, moet ook dat punt geagendeerd blijven.

Tijdens de daaropvolgende bespreking wees een Wit-Russische afgevaardigde erop dat er een verschil bestaat tussen de werkelijkheid en de perceptie van de rapporteur wanneer hij het land bezoekt. Het afgelopen jaar is de toestand fel verbeterd.

De heer Rolf Ekeus, Hoge vertegenwoordiger van de nationale minderheden, gaf toelichting bij de uitoefening van zijn mandaat. Een verbetering van de betrekkingen tussen de landen kan ertoe bijdragen conflicten te voorkomen. Militaire veiligheid mag niet losgekoppeld worden van de eerbiediging van de mensenrechten, wat een van de hoofdpijlers van de OVSE is, en op dat vlak is deze organisatie uniek. Spanningen tussen bevolkingsgroepen en tussen godsdiensten kunnen tot conflicten leiden. Daarom is integratie met respect voor de eigenheid erg belangrijk voor minoriteiten. Die integratie kan in de hand gewerkt worden door deelneming aan het politieke leven en gelijke mogelijkheden, wat opleiding in de andere taal, opleiding van leerkrachten, maar ook radio-uitzendingen in de minderheidstaal onderstelt. Ook zouden centra voor wetsadvies voor hen moeten opgericht worden. Tot slot moeten de politie en de overheid opleiding krijgen om met minderheden om te gaan.

Een Zwitserse afgevaardigde brak een lans voor de unieke talenoplossing die zijn land uitgewerkt heeft, met vier volkomen gelijkwaardige talen.

Een Armeense, een Russische en een Kazakse afgevaardigde betreurden het incident met het standbeeld van de onbekende soldaat, dat in Estland heeft plaats gevonden. Volgens hen getuigt het van een gebrek aan respect voor de gevoeligheden van minderheden.

Een Zweedse afgevaardigde wees erop dat elk land doet wat het wil, maar daarbij toch de gevoeligheden van de minderheden in gedachten moet houden. Een Estlandse afgevaardigde goot olie op de golven. De nieuwe wet op de bescherming van militaire sites, die het Estlandse parlement onlangs heeft goedgekeurd, heeft immers tot doel om 17 nationale monumenten, waaronder dat van de onbekende soldaat, onder de bescherming van het leger te plaatsen. Sommige zullen zelfs van ongunstig gelegen plaatsen naar een betere en meer respectvolle site verplaatst worden.

L'ambassadeur Werner Wnendt, chef de la mission de l'OSCE au Kosovo, a souligné que l'OSCE aurait toujours une fonction à exercer au Kosovo, quelle que soit l'évolution du processus politique. Si l'indépendance est proclamée, le rôle de la mission de l'OSCE s'en trouvera modifié, mais il évoluera également dans le cas contraire. Le projet du président Ahtisaari concernant l'avenir du Kosovo a donné lieu à des commentaires positifs, mais malheureusement, des troubles sont ensuite également survenus et ont causé la mort de deux personnes, ce qui a entraîné la démission du ministre de l'Intérieur.

M. Durand (France) a promis son soutien sans réserve aux plans d'Ahtisaari. Il y a en effet de nombreuses troupes françaises sur place et la France souhaite une solution spécifique, mais réaliste pour garantir la sécurité de ces troupes.

M. Poeljakov (Russie) a estimé qu'il y avait lieu d'attendre les réactions de Belgrade avant de tirer des conclusions au sujet du plan d'Ahtisaari. Actuellement, il règne toutefois en Serbie un climat préélectoral qui influence fortement les réactions. Exercer aujourd'hui des pressions trop fortes sur Belgrade pourrait faire le jeu des extrémistes. Mais la position de Priština aussi est importante. Pour le moment, il n'y a pas encore de solution acceptable. Un représentant italien s'est rallié à ces propos et a considéré qu'il fallait écouter les deux parties et veiller à ce qu'un éventuel changement de statut du Kosovo n'ait pas un effet domino dans les Balkans.

Le sénateur Lionel Vandenberghe (Belgique) a déclaré que lors de sa visite au Kosovo, il s'était entretenu avec chacun et que par la suite, il avait rencontré une vingtaine de partis politiques différents à Belgrade. Il a le sentiment que le Kosovo attend une solution depuis déjà des années. Il est évident que la population attend qu'il y ait une décision pour pouvoir enfin réellement commencer à vivre. D'après lui, une solution qui contenterait les deux parties est impossible à réaliser. Une présence internationale pour maintenir le calme sera donc encore nécessaire pendant des années. Il a lancé un appel émotionnel pour que l'on accorde le plus rapidement possible l'indépendance au Kosovo.

Un délégué serbe a souligné que son pays n'avait reçu que des promesses d'Ahtisaari, alors que le Kosovo pouvait recevoir des propositions concrètes. Pour le moment, trop de problèmes restent sans solution, comme le retour des expatriés et l'adaptation des limites communales. Son collègue ukrainien a également estimé qu'il restait encore suffisamment de possibilités de concertation pour parvenir à une solution pacifique, mais qu'il ne fallait pas agir avec précipitation.

Un délégué allemand a estimé que les frontières nationales ne pouvaient pas être modifiées par la

Ambassadeur Werner Wnendt, hoofd van de OVSE-missie in Kosovo, onderstreepte dat de OVSE, ongeacht de staat waarin het politieke proces verkeert, altijd een taak in Kosovo zal hebben. Komt er onafhankelijkheid, dan zal de rol van de OVSE-missie veranderen, maar ook in het tegengestelde geval zal die evolueren. Het plan van president Ahtisaari over de toekomst van Kosovo kreeg positieve commentaar, maar jammer genoeg volgden er ook onlusten die twee doden geëist hebben, waarop de minister van Binnenlandse Zaken ontslag heeft genomen.

De heer Durand (Frankrijk) zegde de plannen van Ahtisaari zijn volledige steun toe. Er zijn immers veel Franse troepen ter plaatse en Frankrijk wil een specifieke, maar realistische oplossing om de veiligheid van die troepen te garanderen.

De heer Poeljakov (Rusland) meende dat men op de reacties uit Belgrado moet wachten alvorens conclusies betreffende het Ahtisaari-plan te trekken. In Servië heerst op dit ogenblik echter een pre-electorale sfeer die de reacties sterk beïnvloedt. Nu te veel druk uitoefenen op Belgrado zou de extremisten in de kaart kunnen spelen. Maar ook het standpunt van Priština is belangrijk. Voorlopig is er nog geen aanvaardbare oplossing. Hij werd hierin bijgetreden door een Italiaanse afgevaardigde die vond dat men naar beide partijen moet luisteren, en ervoor waken dat een eventuele statuutwijziging van Kosovo geen domino-effect in de Balkan krijgt.

Senator Lionel Vandenberghe (België) verklaarde dat hij tijdens zijn bezoek aan Kosovo met iedereen gesproken had en dat hij nadien in Belgrado een twintigtal verschillende politieke partijen had ontmoet. Naar zijn aanvoelen wacht Kosovo nu al jaren op een oplossing. Het is duidelijk dat het volk wacht tot er een beslissing komt om eindelijk echt te kunnen beginnen leven. Zijn inziens is een oplossing die beide partijen tevreden stelt, onmogelijk te realiseren. Een internationale aanwezigheid om de rust te handhaven zal dus nog jaren een noodzaak zijn. Hij deed een emotionele oproep om Kosovo zo vlug mogelijk de onafhankelijkheid te verlenen.

Een Servische afgevaardigde wees erop dat zijn land van Ahtisaari alleen maar beloften heeft gekregen, terwijl Kosovo concrete voorstellen mocht ontvangen. Voorlopig blijven er nog te veel problemen onopgelost, zoals de terugkeer van de ontheemden en de aanpassing van de gemeentegrenzen. Ook zijn Oekraïense collega was van oordeel dat er nog voldoende overlegmogelijkheden resten om tot een vreedevolle oplossing te komen, maar dan mag men niet overhaast te werk gaan.

Een Duitse afgevaardigde vond dat landsgrenzen niet met geweld gewijzigd mogen worden. Hij

violence. Il a regretté les vives déclarations de l'adjoint d'Ahtisaari, qui a tenté de faire pression sur Belgrade. De tels propos pourraient déboucher sur une catastrophe. Au lieu de cela, il serait préférable de tenir compte des accords d'Helsinki. Un délégué des États-Unis a aussi plaidé pour que l'on continue surtout à veiller au respect des droits de l'homme.

Enfin, un délégué macédonien a déclaré que son pays souhaitait continuer de jouer un rôle constructif dans la mise en place de nouvelles institutions dans le pays voisin qu'est le Kosovo.

L'ambassadeur Wnendt a déclaré en guise de conclusion que l'OSCE n'a aucun rôle à jouer dans l'élaboration de solutions, mais travaille directement avec la population même. Les nombreuses communautés ethniques dans la région veulent un Kosovo où leurs droits sont respectés.

2. Commission Economie, Environnement et Technologie (président: Leonid Ivanchenko, République du Belarus):

Dans son discours de bienvenue circonstancié, le président Ivanchenko a notamment fait rapport sur les activités du quinzième forum économique où il est intervenu au nom de la commission. Il a souligné l'importance vitale de l'eau et indiqué que celle-ci ne pouvait jamais être considérée comme une marchandise par les États. Il a été rejoint par un délégué ukrainien. Le président a précisé que le forum n'avait pas encore formulé de résolution et que la commission pouvait dès lors toujours formuler des propositions concrètes.

Le vice-président Petros Efthymiou (Grèce) a ensuite résumé le rapport de suivi concernant la déclaration de Bruxelles qu'il avait fait distribuer, puis l'a brièvement commenté.

Un délégué allemand a demandé si le bureau de la commission savait déjà comment elle entendait réagir aux conclusions qui lui avaient été soumises. Le président a indiqué qu'il avait élaboré des mécanismes de suivi pour les conclusions lorsqu'il était rapporteur.

M. Jerry Grafstein (Canada) a souligné l'amélioration significative de la situation en Amérique du Nord en matière d'énergie propre. Un autre délégué allemand a saisi l'occasion pour ajouter que le président George Bush devait absolument profiter de cette occasion pour changer le cours de sa politique énergétique.

M. Roland Blum (France), rapporteur, a ensuite fait rapport sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion annuelle prévue à Kiev. Les points les plus importants seront sans doute la question des flux migratoires et celle, corollaire, de l'intégration. Les flux migratoires non contrôlés ont été estimés à 191 millions de personnes en 2005. La plupart de ces

betreurde de sterke uitlatingen van Ahtisaari's adjunct in een poging om druk op Belgrado uit te oefenen. Zo iets zou in een catastrofe kunnen uitmonden. In plaats daarvan zou men beter met de akkoorden van Helsinki rekening houden. Ook een afgevaardigde van de Verenigde Staten pleitte ervoor vooral oog voor de eerbiediging van de mensenrechten te blijven hebben.

Tot slot verklaarde een Macedonische afgevaardigde dat zijn land een constructieve rol bij de opbouw van de nieuwe instellingen in buurland Kosovo wil blijven spelen.

Ambassadeur Wnendt concludeerde dat de OVSE geen rol bij de totstandkoming van oplossingen te spelen heeft, maar wel rechtstreeks met de bevolking zelf werkt. De vele ethnische gemeenschappen in de regio willen een Kosovo waar hun rechten gerespecteerd worden.

2. Commissie Economie, Leefmilieu en Technologie (voorzitter Leonid Ivanchenko, Wit-Rusland):

In zijn uitvoerige welkomstwoord bracht voorzitter Ivanchenko onder meer verslag uit over het 15de internationale economisch forum waar hij namens de commissie het woord gevoerd heeft. Hij onderstreepte dat water van levensbelang is en nooit als een handelswaar tussen landen zou mogen beschouwd worden. Hij werd hierin bijgevalen door een Oekraïense afgevaardigde. De voorzitter preciseerde dat nog geen resolutie van bedoeld forum voorligt en dat deze commissie bijgevolg nog concrete voorstellen kan formuleren.

Vervolgens gaf commissieondervoorzitter Petros Efthymiou (Griekenland) een samenvatting met bondige commentaar bij het follow-uprapport over de Verklaring van Brussel die hij had laten ronddelen.

Een Duitse afgevaardigde vroeg of het Bureau van de commissie al enige ideeën had om op de voorgedragen conclusies in te spelen. De voorzitter wees erop dat hij indertijd als rapporteur al mechanismen had uitgebouwd om de conclusies op te volgen.

De heer Jerry Grafstein (Canada) wees erop dat de toestand in Noord-Amerika sterk is verbeterd in de richting van schone energie, waarop een andere Duitse afgevaardigde inpikte om te stellen dat de Amerikaanse president George Bush absoluut deze kans moet aangrijpen om zijn energiebeleid om te buigen.

Rapporteur Roland Blum (Frankrijk) berichtte vervolgens over de onderwerpen die op de agenda van de Jaarvergadering in Kiev aan de orde zullen komen. Het belangrijkste onderwerp wordt ongetwijfeld het migratieprobleem, met daaraan gekoppeld de integratie. Wereldwijd werd voor 2005 de ongecontroleerde migrantenstroom op 191 miljoen personen geraamd.

migrants étaient à la recherche d'un emploi. Tous les pays d'Europe sont concernés, que ce soit au titre de pays d'origine, de transit ou de destination. C'est surtout dans les deux dernières catégories de pays que l'importance des flux migratoires a suscité l'angoisse au sein de la population.

Ces flux migratoires ont une très grande influence sur l'économie. Dans les pays d'origine, ils génèrent un flux d'argent non négligeable de par les sommes que les émigrés envoient régulièrement à la famille restée au pays. Dans de nombreux cas, ce flux d'argent soutient l'économie locale. Dans les pays de destination, en revanche, ces flux ont pour effet d'importer de la main-d'œuvre tant légale qu'illégal et mettent les infrastructures sociales sous pression, ce qui exerce un impact indirect sur l'économie. Dans les pays de transit, on importe surtout de la main-d'œuvre temporaire.

Pour maîtriser ces flux migratoires, l'Europe a opté pour une nouvelle approche. En effet, on a acquis la conviction que seul le "codéveloppement", un partenariat ou une collaboration poussée entre les pays d'origine, de transit et de destination, permettra de sortir ce phénomène de l'illégalité et de le recadrer. Les pays de destination ouvrent des bureaux de l'immigration dans les pays d'origine dans lesquels ils informent la population de l'offre en matière d'emploi et concluent des contrats de travail temporaires avec des demandeurs d'emploi. Ceux-ci sont alors envoyés vers leur lieu de travail par la voie officielle et rapatriés dans leur pays d'origine à l'expiration du contrat. L'immigration sort ainsi de l'illégalité.

L'exposé du rapporteur a été suivi d'un exposé de M. Bernard Snoy, coordinateur économique et environnemental auprès de l'OSCE, qui distingue trois critères principaux dans sa mission: la prévention de conflits, la valeur ajoutée de l'OSCE au niveau international et la dimension économique et environnementale. La nouvelle présidence espagnole souhaite accroître la prise de conscience en matière de pollution du sol et de l'eau et attirer l'attention sur les conséquences sociales qui s'ensuivent et peuvent provoquer une migration environnementale. L'OSCE doit également jouer un rôle plus actif en ce qui concerne l'utilisation de l'eau. Nous devons être plus proactifs dans le domaine de l'environnement et de ses conséquences sur l'économie. Un exemple permet d'illustrer ce propos: lorsqu'un lac poissonneux d'Afrique centrale s'assèche, les pêcheurs locaux ne trouvent plus de travail et doivent émigrer vers les villes, où ils ne trouvent pas non plus d'emploi, ce qui les contraint à se diriger vers le marché européen de l'emploi. Les conséquences de la désertification et des changements climatiques sur l'économie peuvent difficilement être surestimées. C'est pourquoi la présidence espagnole tient à développer un nouveau plan

Het leeuwendeel onder hen was op zoek naar werk. In Europa is elk land erbij betrokken, zij het als land van herkomst, als transitland of als land van bestemming. Vooral in beide laatste groepen landen heeft de enorme migrantenstroom gevoelens van angst onder de bevolking doen ontstaan.

Deze migratiestromen hebben een zeer grote invloed op de economie. In de landen van herkomst genereren ze een niet onaanzienlijke geldstroom als gevolg van de geldbedragen die de migranten regelmatig naar huis sturen. Deze geldstroom schraagt in vele gevallen de plaatselijke economie. In de landen van bestemming daarentegen leiden die stromen tot invoer van legale zowel als illegale werkrachten en zetten ze de bestaande sociale voorzieningen onder druk, hetgeen indirect de economie beïnvloedt. In de transitlanden is er vooral invoer van vooral tijdelijke werkrachten.

Europa heeft gekozen voor een nieuwe aanpak om deze migratiestromen onder controle te krijgen. Men is ervan overtuigd dat alleen "co-development", een partnership of doorgedreven samenwerking tussen de landen van herkomst, transit en bestemming, dit fenomeen uit de illegale sfeer kan halen en weer in goede banen kan leiden. De landen van bestemming zetten in de landen van herkomst migratiekantoren op waar ze het arbeidsaanbod ter kennis brengen van de bevolking en tijdelijke arbeidscontracten met werkzoekenden sluiten. Deze worden dan langs officiële weg naar hun plaats van arbeid gevlogen en, eens de overeenkomst verstreken, terug naar huis gevlogen. Op deze manier wordt de migratie uit de illegale sfeer gehaald.

Na de uiteenzetting van de rapporteur volgde een toelichting door de heer Bernard Snoy, OVSE economisch en milieucoördinator, die in zijn taak drie hoofdcriteria ontwaarde: voorkoming van conflicten, toegevoegde waarde van de OVSE op het internationale platform, en de economische en milieudimensie. Het nieuwe voorzittende land, Spanje, wil de bewustwording inzake bodemvervuiling en waterbezoedeling doen toenemen en wijzen op de sociale gevolgen ervan die milieumigratie kunnen veroorzaken. Ook inzake watergebruik moet de OVSE een meer actieve rol gaan spelen. We moeten meer proactief zijn inzake milieu en de gevolgen ervan voor de economie. Een voorbeeld moge dit duidelijk maken: wanneer in een Midden-Afrikaanse regio een visrijk meer stilaan uitdroogt, vinden de lokale vissers geen werk meer en moeten zij uitwijken naar de steden, waar voor hen ook al geen werk is, en zo worden ze in de richting van de Europese arbeidsmarkt gedwongen. De gevolgen van de desertificatie en van de klimaatwijzigingen op de economie kunnen moeilijk overschat worden. Daarom wil voorzitter Spanje een nieuw strategisch plan inzake milieuveiligheid tot stand brengen. Het OVSE-bureau publiceerde vorig jaar in

stratégique en matière de sécurité environnementale. Le bureau de l'OSCE a publié à ce propos, dès l'année dernière, un manuel intéressant sur la migration.

Un délégué britannique a demandé si par « eau », il fallait entendre tant l'eau potable que l'eau de mer. Un délégué italien a étendu la question de la sécurité de l'environnement à l'agriculture. Selon lui, la sécurité alimentaire dépend de la culture biologique.

Un délégué du Kirghistan a demandé que l'on fasse preuve de compréhension pour le fait que son pays, avec un revenu moyen de 1,5 dollar par jour et par tête d'habitant, ne dispose pas des moyens nécessaires pour remplir correctement ses tâches ordinaires et, a fortiori, pour prendre des mesures de protection de l'environnement et pour tenter de lutter contre l'immigration. Le Kirghistan possède une population masculine composée presque exclusivement de jeunes demandeurs d'emploi et de retraités. Il est clair que ce groupe est très sensible à un discours extrémiste. L'économie de l'ancienne Union soviétique a légué d'importants problèmes environnementaux au pays. Sans aide extérieure, il est impossible de les résoudre. Les délégués du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan ont adhéré pleinement aux propos de l'intervenant précédent.

Un délégué des États-Unis s'est demandé si une interaction entre le secteur privé et les pouvoirs publics pouvait contribuer à la lutte contre la pollution de l'environnement.

Le rapporteur Roland Blum a répondu que l'immigration est avant tout un problème social et économique. La raison doit souvent être cherchée au niveau de l'environnement. Tout est étroitement lié. Le coordinateur Bernard Snoy a souligné que jusqu'à présent, l'attention s'était surtout porté sur l'eau potable, mais a promis que, désormais, l'eau de mer ferait également l'objet de l'attention requise. Se référant à la question du délégué américain, il a indiqué que divers projets pilotes en ce sens ont déjà été lancés en vue d'assainir des sites pollués.

3. Commission de la Démocratie, des droits de l'homme et des questions humanitaires (Présidente: Mme Anne-Marie Lizin)

Mme Wigström, Vice-Présidente de la commission, a présenté un rapport de suivi des recommandations de l'AP OSCE. Analysant les décisions de la Conférence ministérielle de Bruxelles relative à la dimension humaine, Mme Wigström s'est félicité des avancées en matière de lutte contre la traite des êtres humains (décision d'intégrer le mécanisme de lutte contre la traite au Secrétariat, d'en faire une cellule centrale dans la structure et de faciliter la coopération avec les autres entités de l'OSCE). Elle a également salué la décision de la Conférence ministérielle relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Mme Wigström a par ailleurs souligné qu'en dépit du fait que la branche

dat verband al een uiterst belangwekkend handboek over migratie.

Een Britse afgevaardigde vroeg of met "water" zowel "drinkwater" als "zeewater" bedoeld wordt. Een Italiaanse afgevaardigde trok de lijn van de milieuveiligheid door naar de landbouw. Voedselveiligheid hangt zijns inziens af van de biocultuur.

Een Kirgizische afgevaardigde vroeg begrip voor het feit dat zijn land, met een gemiddeld inkomen van 1,5 dollar per dag pro capita, niet de middelen bezit om zijn gewone taken correct te vervullen, laat staan dat het aan milieuzorg doet en migratie tracht tegen te gaan. Kirgizië heeft een bevolking waarvan de mannen haast uitsluitend bestaan uit jongere werkzoekenden en uit gepensioneerden. Het moge duidelijk zijn dat deze groep erg gevoelig is voor een extremistisch discours. De oude Sovjetecconomie heeft het land met grote milieuproblemen opgezadeld. Zonder steun van buitenaf kunnen die onmogelijk weggewerkt worden. Afgevaardigden uit Kazakstan en Azerbeïdjan traden de vorige spreker volmondig bij.

Een afgevaardigde van de Verenigde Staten vroeg zich af of interactie tussen de particuliere sector en de overheid iets zou kunnen bijbrengen om de milieuvervuiling te bestrijden.

Rapporteur Roland Blum antwoordde dat migratie in de eerste plaats een sociaal en economisch probleem is. De reden moet vaak bij het milieu worden gezocht. Alles hangt nauw samen. Coördinator Bernard Snoy wees erop dat totnogtoe vooral aandacht aan drinkwater werd besteed, maar beloofde dat voortaan ook zeewater de nodige aandacht zal krijgen. Verwijzend naar de vraag van de Amerikaanse afgevaardigde meldde hij dat er al verschillende testprojecten in die zin opgestart zijn om vervuilde sites op te ruimen.

3. Commissie Democratie, Mensenrechten en Humanitaire Aangelegenheden (Voorzitster: mevrouw Anne-Marie Lizin)

Mevrouw Wigström, Ondervoorzitster van de commissie, stelt een verslag voor met betrekking tot de follow-up van de aanbevelingen van de PA OVSE. Naar aanleiding van de analyse van de beslissingen van de ministerconferentie van Brussel met betrekking tot de humane dimensie, verheugt mevrouw Wigström zich over de vooruitgang inzake de strijd tegen mensenhandel (beslissing om het mechanisme voor de bestrijding van mensenhandel in het Secretariaat op te nemen, er een centrale cel in de structuur van te maken en de samenwerking met de andere entiteiten van de OVSE te bevorderen). Ze juicht tevens de beslissing van de ministerconferentie toe met betrek-

gouvernementale de l'OSCE reconnaît la nécessité d'améliorer l'équilibre hommes/femmes dans l'Organisation, peu de mesures effectives sont prises en ce sens et les femmes restent sous-représentées, surtout aux postes les plus élevés de la hiérarchie de l'OSCE.

La Vice-Présidente s'est réjouie de la priorité accordée par la présidence espagnole à la lutte contre l'intolérance et l'anti-sémitisme et de l'adoption d'un accroissement de budget en vue de recruter des conseillers supplémentaires au BIDDH.

En matière d'observation électorale, Mme Wigström a rappelé qu'un rapport avait élaboré sous présidence belge par deux Représentants spéciaux sur le déroulement des missions d'observation et que la Conférence ministérielle de Bruxelles avait demandé au BIDDH de continuer son travail en partenariat avec l'Assemblée parlementaire en se basant sur l'accord signé en 1997 entre les deux institutions, d'accroître la transparence dans le recrutement des équipes d'observateurs et de veiller à l'indépendance, au professionnalisme et à l'impartialité de l'observation électorale. Mme Wigström a rappelé qu'en cette matière, l'AP OSCE avait rejeté les amendements visant à faire reprendre par l'Assemblée la direction des tâches du BIDDH mais avait tenu à rappeler dans sa Déclaration de Bruxelles, le rôle politique des parlementaires. Pour la Vice-Présidente, il est important de recréer la confiance et de garder à l'esprit que l'objectif essentiel reste le respect par les États participants de leurs engagements.

En conclusion, Mme Wigström estime qu'il y a eu prise en compte par la branche gouvernementale d'une série des recommandations formulées lors de la session d'été 2006 de l'AP OSCE.

M Lopez-Medel (Espagne) a ensuite évoqué les points qu'il propose de développer dans le rapport qu'il présentera à la session d'été de juillet 2007 à Kiev. Les lignes de force du rapport et du projet de résolution seront les suivantes : lutte contre le terrorisme dans le respect des valeurs démocratiques, développement des libertés, renforcement de l'indépendance de la justice, meilleure organisation de la société civile, lutte contre les mafias, mécanismes de contrôle des flux migratoires, protection des minorités, promotion de la tolérance et observation électorale.

king tot de strijd tegen seksuele uitbuiting van kinderen. Mevrouw Wigström benadrukt bovendien dat ondanks het feit dat de gouvernementele tak van de OVSE de noodzaak erkent om het evenwicht tussen mannen en vrouwen in de Organisatie te verbeteren, er weinig effectieve maatregelen in die zin zijn genomen en vrouwen ondervertegenwoordigd blijven, vooral wat de hoogste functies in de hiërarchie van de OVSE betreft.

De Ondervoorzitster verheugt zich over de voorrang die het Spaanse voorzitterschap geeft aan de strijd tegen onverdraagzaamheid en antisemitisme en over de goedkeuring van een budgetverhoging met het oog op de rekrutering van bijkomende adviseurs bij het ODIHR.

Op het gebied van verkiezingswaarneming herinnert mevrouw Wigström eraan dat er onder het Belgische voorzitterschap door twee Bijzondere Vertegenwoordigers een verslag is uitgewerkt over het verloop van de waarnemingsopdrachten en dat de ministerconferentie van Brussel aan het ODIHR had gevraagd om zijn werk voort te zetten in samenwerking met de Parlementaire Assemblee op grond van het akkoord tussen de twee instellingen uit 1997, de transparantie bij de rekrutering van de waarnemers-teams te verhogen en toe te zien op de onafhankelijkheid, het professionalisme en de onpartijdigheid van de verkiezingswaarnemingen. Mevrouw Wigström herinnert eraan dat de PA OVSE terzake de amendementen had verworpen die ertoe strekten de Assemblee de leiding over de taken van het ODIHR te laten overnemen, maar stond erop om in haar Verklaring van Brussel de politieke rol van de parlementsleden in herinnering te brengen. Voor de Ondervoorzitster is het belangrijk dat er opnieuw vertrouwen wordt geschapen en voor ogen wordt gehouden dat het belangrijkste doel erin bestaat dat de deelnemende staten hun verbintenissen naleven.

Tot besluit meent mevrouw Wigström dat de gouvernementele tak een reeks aanbevelingen in aanmerking heeft genomen die werden geformuleerd tijdens de zomerezitting 2006 van de PA OVSE.

De heer Lopez-Medel (Spanje) brengt vervolgens de punten ter sprake die hij wil uiteenzetten in het verslag dat hij zal voorstellen op de zomerezitting van juli 2007 te Kiev. De krachtlijnen van het verslag en het ontwerp van resolutie zijn de volgende : strijd tegen het terrorisme met respect voor de democratische waarden, ontwikkeling van de vrijheden, versterking van de onafhankelijkheid van het gerecht, betere organisatie van het maatschappelijk middenveld, strijd tegen de maffia, controlemechanisme inzake migratiestromen, bescherming van minderheden, bevordering van verdraagzaamheid en waarnemingsmissies bij verkiezingen.

Lors du débat, le représentant du Kirghizistan s'est plaint du manque de liberté dans son pays et a demandé que l'on traite aussi de la démocratie en Asie centrale.

Le représentant de l'Italie a demandé que le rapport n'envisage pas la question de la reconnaissance des couples homosexuels.

M. Fauchon (France) a demandé qu'on n'oublie pas la situation de Guantanamo.

Mme Lizin lui a répondu qu'elle présenterait un troisième rapport sur cette question à la session de Kiev.

Mme Hilda Solis (USA) a demandé qu'on évoque les législations sur le racisme et la violence contre les femmes dans le cadre de la traite. Elle a ajouté que depuis les élections de novembre, les positions sur divers dossiers dont Guantanamo évoluaient aux États-Unis.

La commission a ensuite entendu le rapport de M Harazti, Représentant spécial pour la liberté des médias. Dans son bilan, M Harazti a informé la commission de programmes de formation destinés à des journalistes dans différents pays de la zone OSCE : Ukraine, Kazakhstan, Kirghizistan. Il a par ailleurs expliqué qu'il avait mené des études spécifiques notamment sur la législation sur les médias de masse au Kazakhstan, le code sur l'audiovisuel en Moldavie et la loi sur la diffamation et la vie privée en Irlande et qu'une étude serait publiée prochainement sur la gestion du secret d'État et des renseignements. M Harazti envisage également de se concentrer sur la gouvernance de l'Internet qui pose des problèmes d'une gravité croissante notamment au niveau de la diffusion de messages incitant à la haine. Rappelant l'assassinat d'Anna Politkovskaïa, il a indiqué que 2006 avait été tragique pour les journalistes puisque 20 d'entre eux ont été assassinés.

Le Représentant pour la liberté des médias espère que les recommandations qu'il formule aide les États à adapter leurs législations. M Harazti a salué la législation belge sur la protection des sources des journalistes.

Un représentant de la France s'est indigné du sort des journalistes au Belarus et a demandé que la commission entende un opposant de ce pays.

La Commission a également entendu M Strohal, Directeur du BIDDH. M Strohal a tout d'abord insisté sur le partenariat entre le BIDDH et l'AP OSCE dans de nombreux domaines. Il a rappelé que le BIDDH avait souvent assuré le suivi des résolutions de l'Assemblée et collaboré étroitement avec elle que ce soit pour l'égalité entre les sexes, la lutte contre

Tijdens het debat beklagde de vertegenwoordiger van Kirgizië zich over het gebrek aan vrijheid in zijn land en vroeg hij het ook over de democratie in Centraal-Azië te hebben.

De vertegenwoordiger van Italië vroeg het in het verslag niet over het probleem van de erkenning van de homoseksuele paren te hebben.

De heer Fauchon (Frankrijk) vroeg de toestand in Guantánamo niet te vergeten.

Mevrouw Lizin heeft hem geantwoord dat ze op de zitting in Kiev hierover een derde verslag zou voorstellen.

Mevrouw Hilda Solis (USA) vroeg het over de wetgevingen inzake racisme en geweld tegen vrouwen in het kader van de mensenhandel te hebben. Ze voegde eraan toe dat de standpunten over verscheidene dossiers, waaronder dat van Guantánamo, sinds de verkiezingen van november aan het veranderen waren in de Verenigde Staten.

Vervolgens heeft de commissie het verslag gehoord van de heer Harazti, Bijzonder Vertegenwoordiger voor de vrijheid van de media. In zijn overzicht heeft de heer Harazti de commissie ingelicht over opleidingsprogramma's voor journalisten in diverse landen van het OVSE-gebied: Oekraïne, Kazachstan, Kirgizië. Tevens heeft hij uitgelegd dat hij specifiek onderzoek had verricht naar de wetgeving betreffende de massamedia in Kazachstan, de audiovisuele gedragscode in Moldavië en de wet betreffende laster en privacy in Ierland en dat er binnenkort een studie zou worden gepubliceerd over het Staatsgeheim en de inlichtingen. De heer Harazti overweegt ook zich toe te leggen op het regelen van Internet, dat steeds ernstiger problemen doet rijzen inzake het verspreiden van tot haat aanzettende boodschappen. Hij herinnerde aan de moord op Anna Politkovskaïa en wees erop dat 2006 voor de journalisten een tragisch jaar was geweest, aangezien er twintig werden vermoord.

De Vertegenwoordiger voor de vrijheid van de media hoopt dat de aanbevelingen die hij doet de Staten helpen hun wetgeving aan te passen. De heer Harazti verheugde zich over de Belgische wetgeving betreffende de journalistieke bronnenbescherming.

Een vertegenwoordiger van Frankrijk verontwaardigde zich over het lot van de journalisten in Wit-Rusland en vroeg dat de commissie een oppositielid van dat land zou horen.

De Commissie heeft ook de heer Strohal gehoord, Directeur van de ODIHR. De heer Strohal heeft eerst en vooral het partnerschap beklemtoond tussen de ODIHR en de PA OVSE op vele gebieden. Hij herinnerde eraan dat de ODIHR vaak de follow-up had verzekerd van de resoluties van de Assemblée en nauw met die Assemblée had samengewerkt voor de

l'intolérance et le racisme ou encore l'amélioration du sort des Roms. Le directeur du BIDDH a confirmé sa volonté de transparence et d'impartialité. En matière d'observation électorale, il a mis l'accent sur l'expérience de coopération de plus de dix ans entre les deux institutions et a affirmé qu'il n'y avait pas de crise selon lui. Il a nié que son Bureau soit biaisé d'un point de vue politique et nuance son communiqué en fonction du résultat des élections. M Strohal a rappelé que son Bureau ne se limitait pas au scrutin et au comptage pour l'observation des élections mais était présent un an sur le terrain pour observer minutieusement à long terme et analyser les plaintes éventuelles. L'objectif poursuivi est de fournir aux parlementaires qui observent à court terme une série d'informations sur lesquelles ils peuvent s'appuyer quand ils prennent la parole à la fin de leur mission d'observation. M Strohal a mis l'accent sur la nécessité d'étayer les conclusions de l'observation électorale sur des faits. Pour lui, cette méthodologie a permis à l'OSCE de devenir la référence en matière d'observation et il serait dommage de se discréditer par des appréciations subjectives. Il s'est dit ouvert au dialogue sur la conduite de ces missions.

La Présidente Anne-Marie Lizin a ouvert le débat en demandant que l'on cerne la nature des problèmes, que l'on examine ensemble quelle période de l'observation est source de conflits, s'agit-il du moment où tant les experts que les parlementaires sont sur le terrain et doivent se mettre d'accord sur le contenu d'une déclaration?

Plusieurs parlementaires se sont exprimés sur l'observation électorale.

M. Bruce George (Grande-Bretagne) s'est dit opposé à une observation électorale limitée au jour de l'élection ou totalement prise en charge par l'Assemblée sans coopération avec le BIDDH. Les interventions de M Weisskirchen et de Mme Beck (Allemagne) ont aussi invité à trouver un consensus entre les deux institutions.

M. François-Xavier de Donnea (MR), un des deux auteurs du rapport sur l'observation électorale élaboré sous la présidence belge, a résumé les cinq points de friction entre les deux institutions dont deux lui semblent des éléments importants, les trois autres des points de détail.

Les deux points importants :

1. La pertinence des statistiques faites par le BIDDH sur la base des formulaires remplis par les observateurs. M de Donnea a constaté que beaucoup de parlementaires n'accordent pas ou peu de crédit à

gelijke behandeling van vrouwen en mannen, de strijd tegen onverdraagzaamheid en racisme of nog voor een betere behandeling van de Roma. De directeur van de ODIHR heeft bevestigd dat hij transparantie en onpartijdigheid wil. Wat verkiezingswaarnemingen betreft, legde hij de nadruk op de meer dan tienjarige samenwerkingservaring tussen beide instellingen en beklemtoonde hij dat er volgens hem geen crisis was. Hij ontkende dat zijn instelling politiek schipperde en nuanceert zijn communiqué afhankelijk van het resultaat van de verkiezingen. De heer Strohal herinnerde eraan dat zijn instelling zich niet beperkte tot de verkiezingen en het tellen bij de waarneming van de verkiezingen, maar een jaar lang ter plaatse aanwezig was om op lange termijn te observeren en eventuele klachten nauwkeurig te analyseren. Het is de bedoeling de parlementsleden die op korte termijn de verkiezingen observeren, een aantal gegevens te verstrekken waarop ze zich kunnen baseren wanneer ze op het einde van hun waarnemingsopdracht het woord nemen. De heer Strohal beklemtoonde dat de conclusies van de verkiezingswaarnemingen op feiten moeten steunen. Hij meent dat die methodologie de OVSE in de gelegenheid heeft gesteld de referentie inzake waarneming te worden en het zou jammer zijn die reputatie te grabbel te gooien met subjectieve beoordelingen. Hij zei voor dialoog open te staan in verband met de organisatie van die zendingen.

Voorzitster Anne-Marie Lizin opende het debat met de vraag de problemen te definiëren, samen te bekijken welke waarnemingsperiode conflicten veroorzaakt, of het om de periode gaat wanneer zowel de deskundigen als de parlementsleden aanwezig zijn en het eens moeten worden over de inhoud van een verklaring.

Verscheidene parlementsleden spraken zich over de waarnemingsmissies bij verkiezingen.

De heer Bruce George (Groot-Brittannië) zegt gekant te zijn tegen zulke missies die zich beperken tot de dag van de verkiezingen of die volledig door de Assemblée worden verzorgd, zonder de medewerking met de ODIHR. Ook de heer Weisskirchen en mevrouw Beck (Duitsland) namen het woord en vroegen een consensus tussen beide instellingen te vinden.

De heer François-Xavier de Donnea (MR), een van de rapporteurs inzake de verkiezingswaarnemingen dat onder het Belgisch voorzitterschap werd opgesteld, vat de vijf wrijvingspunten tussen beide instellingen samen. Twee ervan leken hem belangrijk, de drie andere details.

De twee belangrijke punten :

1. De relevantie van de statistieken die de ODIHR maakt op grond van de formulieren die door de waarnemers worden ingevuld. De heer de Donnea heeft vastgesteld dat heel wat parlementsleden weinig

ces formulaires et à ces statistiques à l'inverse du BIDDH. M de Donnea lui-même était sceptique et s'est fait expliquer la méthodologie statistique. Il en conclut aujourd'hui que ces statistiques sont utiles et pertinentes. Il pense donc qu'une explication de la méthode aux parlementaires actifs dans les observations permettrait de les convaincre du bien-fondé de la méthode.

2. Faut-il qualifier le déroulement des élections de « free and fair » (justes et équitables)? L'AP le souhaite, elle veut donner ce label qui lui semble clair tandis que le BIDDH ne le souhaite pas. M de Donnea pense qu'il y a souvent une zone intermédiaire entre « free and fair » et « NOT free and fair ». Il faut préserver des nuances tout en délivrant un message clair et compréhensible à la population

Les trois points moins importants :

3. Implication du coordonnateur de la mission d'observation des élections (en principe un membre de l'AP désigné par le Chairman in office) dans la rédaction des conclusions préliminaires. M de Donnea estime que dès l'arrivée du coordonnateur, il doit être impliqué dans la rédaction. Le contact doit donc s'établir dès son arrivée entre le coordinateur de l'AP et celui du BIDDH

4. L'heure de la conférence de presse. En fait le BIDDH souhaite achever certains travaux statistiques avant de se présenter devant la presse pour appuyer ses conclusions sur une méthode chiffrée tandis que les parlementaires veulent réagir au plus vite. Il pense qu'il faut appliquer l'accord de 1997 qui indique à partir de 12 heures, ce qui donne une certaine flexibilité.

5. la longueur du communiqué : avec ou sans les « findings ». Il faut se mettre d'accord sur ce point.

M de Donnea estime que bien souvent, le déroulement harmonieux repose sur le choix des deux coordonnateurs. Il pense que certaines personnes impliquées dans la crise devraient s'effacer des missions un temps (M Mitchell du BIDDH et M Oliver de l'AP)

Pour M de Donnea il faut respecter l'accord de 97, réaffirmer le code de conduite des parlementaires, choisir des chefs de mission « diplomates » car des conflits personnels ne font qu'envenimer le débat. Il craint une perte de crédibilité de l'OSCE dans son ensemble. Selon lui, tant les parlementaires que les fonctionnaires de l'AP du Conseil de l'Europe et du PE ont montré lors de la conférence organisée par l'AP Conseil de l'Europe le 15 février 2006, qu'ils ne comprennent pas les querelles AP-BIDDH et il y a fort à parier que ces deux institutions se coordonnent et ne

of geen vertrouwen hebben in die formulieren en statistieken, in tegenstelling tot de ODIHR. De heer de Donnea was zelf sceptisch en heeft zich de statistische methodologie laten uitleggen. Vandaag besluit hij daaruit dat die statistieken nuttig en relevant zijn. Hij denkt dus dat het geven van uitleg over de methode aan de parlementsleden die in de waarnemingen actief zijn, hen kan overtuigen van de degelijkheid van de methode.

2. Moet men het verloop van de verkiezingen « free and fair » (vrij en eerlijk) noemen? De PA wenst het, ze wil dat label, dat haar duidelijk lijkt, geven, terwijl de ODIHR dat niet wenst. De heer de Donnea denkt dat er altijd een schemerzone bestaat tussen « free and fair » en « NOT free and fair ». Men moet genuanceerd blijven, maar toch een boodschap brengen die voor de bevolking duidelijk en begrijpelijk is.

De drie minder belangrijke punten :

3. Betrokkenheid van de coördinator van de waarnemingsopdracht bij de verkiezingen (in principe een lid van de PA dat is aangewezen door de Chairman in office) bij het opstellen van de voorlopige conclusies. De heer de Donnea meent dat de coördinator van bij zijn aankomst bij het opstellen ervan betrokken moet worden. Van bij zijn aankomst moet er dus contact zijn tussen de coördinator van de PA en die van de ODIHR.

4. Het tijdstip van de persconferentie. Eigenlijk wenst de ODIHR bepaalde statistische werkzaamheden af te werken alvorens voor de pers te verschijnen, om zijn conclusies op een cijfermatige aanpak te baseren, terwijl de parlementsleden zo snel mogelijk willen reageren. Hij denkt dat men het akkoord van 1997 moet toepassen, dat aangeeft dat het vanaf 12 uur kan, wat enige flexibiliteit geeft.

5. de lengte van het communiqué : met of zonder de « findings ». Daar moet men het eens over worden.

De heer de Donnea meent dat het harmonieuze verloop vaak afhankelijk is van de keuze van beide coördinatoren. Hij denkt dat bepaalde personen die bij de crisis betrokken zijn een tijdje afstand moeten nemen van de missies (de heer Mitchell van de ODIHR en de heer Oliver van de PA).

De heer de Donnea meent dat men het akkoord van 97 in acht moet nemen, de gedragscode van de parlementsleden opnieuw kracht moet bijzetten, « diplomatische » missiehoofden moet kiezen omdat persoonlijke conflicten het debat alleen maar vergiftigen. Hij vreest een algeheel verlies van geloofwaardigheid voor de OVSE. Hij meent dat zowel de parlementsleden als de ambtenaren van de PA van de Raad van Europa en van het Europees Parlement op de conferentie die door de PA van de Raad van Europa op 15 februari 2006 georganiseerd werd, hebben

s'entendent pour réduire le rôle de l'AP OSCE si la crise persistait.

Mme Haering (Suisse) a suggéré que l'on se penche sur des points très spécifiques pour l'observation des élections dans les vieilles démocraties. La Présidente Anne-Marie Lizin a proposé de se concentrer par exemple sur le vote électronique. M Lloyd (Grande Bretagne) perçoit comme suspecte toute tentative de réduction du rôle du BIDDH.

La Présidente Anne-Marie Lizin a rappelé que Mme Tone Tingsgard coordonnerait la mission d'observation en Arménie et en a appelé à une solution rapide de la crise et à un niveau élevé.

Il est à noter que lors de la session plénière de clôture, à la suite d'une réunion informelle du Bureau de l'AP OSCE, le Président Lennmarker a annoncé qu'il avait pris contact avec M Strohal et avec le Président en exercice Moratinos et qu'une réunion aurait lieu dans un avenir très proche.

4. Débat spécial sur la garantie d'approvisionnement en énergie dans la région de l'OSCE (président Göran Lennmarker, Suède)

Le président a ouvert le débat en posant quelques questions essentielles. Comment aborder notre consommation d'énergie ? Comment nous affranchir de notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles, dont chacun s'accorde à dire qu'elle est préjudiciable à l'environnement? Quelles sont les priorités dans la prise de conscience que la diversité sera désormais nécessaire ?

Mme Swetkova, de Bulgarie, a estimé qu'il était d'une importance capitale que l'approvisionnement énergétique soit garanti, mais que, malheureusement, l'offre et la demande ne sont pas en équilibre. Le Conseil des ministres a dès lors pris une excellente décision en 2006 en amorçant le dialogue entre toutes les parties concernées.

Un représentant de la Biélorussie s'est réjoui du fait que son pays peut contribuer à l'approvisionnement énergétique de l'Europe grâce au quelque 7.000 km de pipelines qui le traversent. À l'avenir, l'énergie pèsera fortement sur les relations intergouvernementales. En tant que pays de transit d'énergie, son pays n'acceptera pas le diktat de quelque partie que ce soit. Ce point de vue était partagé par un représentant de la Turquie, dont le pays possède déjà 25 ans d'expérience en matière de sécurisation des pipelines transportant le pétrole caspien.

Un représentant de la Roumanie a estimé que, vu la menace terroriste et les problèmes dans la région de la

aangetoond dat ze de twistpunten tussen de PA en de ODIHR niet begrijpen en het ziet er sterk naar uit dat beide instellingen hun werking op elkaar gaan afstemmen en het op een akkoord gooien om de rol van de PA OVSE te beperken indien de crisis blijft duren.

Mevrouw Haering (Zwitserland) heeft voorgesteld aandacht te besteden aan heel specifieke punten bij de waarnemingen van verkiezingen van de oude democratieën. Voorzitter Anne-Marie Lizin heeft voorgesteld zich bijvoorbeeld toe te leggen op het elektronisch stemmen. De heer Lloyd (Groot-Brittannië) beschouwt elke poging om de rol van de ODIHR te beperken als verdacht.

Voorzitter Anne-Marie Lizin herinnerde eraan dat mevrouw Tone Tingsgard de waarnemingsmissie in Armenië zou coördineren en riep op tot een snelle oplossing van de crisis op een hoog niveau.

Op de plenaire slotvergadering heeft voorzitter Lennmarker, na een informele vergadering van het Bureau van de PA OVSE, aangekondigd dat hij contact had opgenomen met de heer Strohal en met de huidige voorzitter Moratinos en dat er in de heel nabije toekomst een vergadering zou plaatsvinden.

4. Bijzonder debat over verzekerde energiebevoorrading in de OVSE-regio (voorzitter Göran Lennmarker, Zweden)

Voorzitter Lennmarker opende het debat met enkele kernachtige vragen. Hoe gaan we om met ons energieverbruik? Hoe geraken we af van onze afhankelijkheid van fossiele brandstoffen, waarvan iedereen het erover eens is dat ze schadelijk zijn voor het milieu? Wat zetten we ervoor in de plaats, in het besef dat diversiteit voortaan zal nodig zijn?

Mevrouw Swetkova, Bulgarije, achtte het van primordiaal belang dat energiebevoorrading verzekerd is, maar jammer genoeg zijn vraag en aanbod niet in evenwicht. De Ministerraad heeft in 2006 dan ook een uitstekende beslissing genomen door de dialoog tussen alle betrokken partijen op gang te trekken.

Een afgevaardigde van Wit-Rusland verheugde zich erover dat zijn land met ongeveer 7.000 km transit pipelines kan bijdragen aan de energiebevoorrading in Europa. Energie zal in de toekomst sterk op de intergouvernementele relaties wegen. Zijn land zal als energietransitland geen enkel dictaat van welke partij dan ook aanvaarden. Dat standpunt werd gedeeld door een Turkse afgevaardigde, wiens land al 25 jaar als transitland voor de olie uit het Kaspische bekken ervaring heeft met de beveiliging van pipelines.

Een Roemeense afgevaardigde vond dat men, gezien de terreurdreiging en de problemen in de

Mer noire, on ferait mieux de parler de vulnérabilité énergétique plutôt que d'approvisionnement énergétique garanti.

Selon un représentant de la Grande-Bretagne, la demande énergétique de l'Inde et de la Chine est énorme et cela pèse clairement sur la demande. Il faut que les producteurs apportent une certitude. On peut difficilement affirmer que la Russie a mené une politique stable en la matière ces derniers mois. Le climat subit de fortes modifications et des phénomènes climatologiques comme le tsunami et l'ouragan Caterina ont prouvé qu'ils pouvaient également avoir une influence négative sur l'approvisionnement énergétique. Malheureusement, les biocarburants n'offrent qu'une solution partielle.

Deux représentants de la France ont souligné que tous les grands enjeux de ces dernières années sont liés au pétrole. Chaque pays suit sa propre stratégie régionale. L'énergie est d'une importance primordiale et est utilisée comme une arme diplomatique. Il n'y a pas de pouvoir sans énergie. Grâce à la coopération au sein de l'OSCE, l'approvisionnement est garanti pour un avenir proche, mais qu'advient-il ensuite ? Les conséquences du réchauffement de la planète se feront sentir pendant des générations. Un manque de sources d'énergie associé à ces conséquences climatologiques pourrait donner lieu à une crise économique profonde dans le courant de ce siècle. Il est donc plus que temps de diminuer les émissions de gaz à effet de serre ainsi que notre dépendance énergétique en consommant moins d'énergie.

Selon le délégué portugais également, l'énergie est une question d'une importance vitale. Or, à questions exceptionnelles, mesures exceptionnelles; à cet égard, il a renvoyé aux déclarations de l'ancien vice-président américain Al Gore. Il conviendrait d'accorder davantage d'attention à l'énergie renouvelable et la coopération devrait encore être renforcée. La Norvège et l'Azerbaïdjan pourraient faire figure d'exemples dans ce domaine.

Un délégué norvégien a calculé que la consommation énergétique a augmenté de 60% en l'espace de 25 ans, ce qui souligne l'intérêt stratégique considérable des sources d'énergie. Cela peut donner lieu à des conflits de grande ampleur. Le risque ne se situe pas tant en sous-sol qu'en surface. L'énergie ne peut pas être instrumentalisée à des fins politiques. Son pays joue un rôle dans l'approvisionnement en tant que partenaire et fournisseur et souhaite continuer à le faire.

Une déléguée américaine a souligné que le Congrès américain récemment renouvelé ne ménage pas ses efforts, sous la houlette de Nancy Pelosi, pour opérer un tournant dans la politique américaine. Le parlement de son pays est tout à fait conscient de la gravité de la situation. En matière énergétique, la transparence et la

Zwarte-Zeeregio, beter over energiekwetsbaarheid dan over verzekerde energiebevoorrading zou spreken.

Volgens een Britse afgevaardigde is de energievraag vanuit India en China enorm en dat weegt duidelijk op de vraag. Er moet vanwege de producenten zekerheid komen. Men kan bezwaarlijk beweren dat Rusland de jongste maanden een stabiele politiek in deze materie gevoerd heeft. Het klimaat verandert sterk en klimatologische verschijnselen als de tsunami en de orkaan Kathrina hebben bewezen dat ook zij de energiebevoorrading negatief kunnen beïnvloeden. Jammer genoeg leveren de biobrandstoffen slechts een gedeeltelijk antwoord.

Twee Franse afgevaardigden wezen erop dat alle grote vraagstukken van de jongste jaren oliegeleerd zijn. Elk land volgt zijn eigen, regiogebonden strategie. Energie is van essentieel belang en wordt als diplomatiek wapen gebruikt. Zonder energie is er geen macht. Dank zij de samenwerking in de OVSE is de bevoorrading voor de nabije toekomst veilig gesteld, maar wat nadien? De gevolgen van de opwarming van de aarde zullen generaties lang blijven voortduren. Een tekort aan energiebronnen gekoppeld aan die klimatologische gevolgen zou later deze eeuw tot een diepe economische crisis kunnen leiden. Het is dus de hoogste tijd dat we de uitstoot van broeikasgassen zowel als onze energieafhankelijkheid verminderen door minder energie te gaan verbruiken.

Ook de Portugese afgevaardigde achtte energie een vraagstuk van vitaal belang. Uitzonderlijke vraagstukken vergen echter uitzonderlijke maatregelen, en hiervoor verwees hij naar de uitspraken van de gewezen Amerikaanse vicepresident Al Gore. Hernieuwbare energie zou meer aandacht moeten krijgen en de samenwerking zou nog moeten toenemen. Noorwegen en Azerbeïdjan zouden hier als voorbeeld kunnen dienen.

Een Noorse afgevaardigde rekende voor dat het energieverbruik in 25 jaar tijd met 60% is toegenomen, hetgeen wijst op het grote strategische belang van de energiebronnen. Dat kan tot grote conflicten leiden. Het risico zit niet zozeer onder, dan wel boven de grond. Energie mag niet als politiek instrument gebruikt worden. Zijn land speelt een rol in de bevoorrading als partner en als leverancier, en wil dat ook zo blijven doen.

Een Amerikaanse afgevaardigde wees erop dat het zopas vernieuwde Amerikaanse Congres onder leiding van Nancy Pelosi hard werkt aan een ommekeer van de Amerikaanse politiek. Het parlement van haar land is zich terdege bewust van de ernst van de toestand. Op energiegebied zijn transparantie en voorspelbaar-

prévisibilité sont d'une nécessité absolue. Il incombe au parlement d'y veiller scrupuleusement.

Des délégués de Géorgie et d'Arménie ont souligné l'extrême dangerosité d'un monopole énergétique. L'énergie ne peut être utilisée à des fins de manipulation politique ou pour se livrer au chantage. La fixation des prix doit être transparente et prévisible. Cela vaut pour tous les producteurs, et également pour les grandes puissances, y compris la Russie. L'Union européenne devrait veiller à ce que tout se déroule de manière démocratique.

Un délégué canadien a estimé que l'approvisionnement énergétique devait être protégé contre les attentats terroristes. L'équilibre entre l'offre et la demande doit être restauré. Son pays s'attèle à l'élaboration de mesures qui entraîneront une réduction significative des émissions de CO₂. Pour ce faire, il est nécessaire d'accroître la production de combustibles biologiques, tout en conservant néanmoins l'option du nucléaire.

Un délégué russe a souligné que son pays dispose d'un grand potentiel énergétique et compte parmi les principaux fournisseurs de pétrole. Selon lui, une coopération entre producteurs et consommateurs doit déboucher sur un approvisionnement énergétique stable en Europe. La Russie est ouverte à tout et est assurément favorable à une fixation des prix transparente.

Pour M. Weisskirchen (Allemagne), le problème de l'approvisionnement énergétique ne peut être résolu avant la ratification de la Charte de l'énergie, mais beaucoup d'efforts restent à fournir en ce sens. Une nouvelle politique en matière de climat doit être développée de toute urgence. Nous ne devons pas nous borner à donner l'alerte, mais simultanément, montrer également la voie du changement: l'avenir passe par le développement des énergies renouvelables.

Le délégué autrichien a estimé que tous les problèmes environnementaux sont dus à la consommation des sources d'énergie actuelles. Ces sources peuvent également être instrumentalisées à des fins politiques. En tant que parlementaires, nous devons veiller à ce que soient prises des mesures adéquates.

M. Petros Efthymiou (Grèce) a jugé nécessaire que nous tirions des enseignements de nos erreurs. Il y a dix ans, une conférence similaire a été organisée, avec un ordre du jour identique. Or, il n'en est rien résulté de concret. En effet, personne n'a eu la volonté politique d'unir ses forces pour donner une base à un problème global et créer un marché ouvert de l'énergie. Or, c'est là le seul moyen de mettre définitivement un terme aux manœuvres politiciennes. Seul le marché, c'est-à-dire le jeu de l'offre et de la demande, peut fixer le prix.

heid een absolute noodzaak. Het is de taak van het parlement om daar nauwgezet op toe te zien.

Afgevaardigden uit Georgië en Armenië onderstreepten dat een energiemonopolie uiterst gevaarlijk is. Energie mag noch voor politieke manipulatie, noch voor chantage gebruikt worden. De prijszetting moet transparant en voorspelbaar verlopen. Dat geldt voor alle producenten, ook voor de grootmachten, Rusland inbegrepen. De Europese Unie zou er moeten op toezien dat alles op een democratische manier verloopt.

Een Canadese afgevaardigde vond dat de energiebevoorrading tegen terroristische aanslagen moet beschermd worden. Het evenwicht tussen vraag en aanbod moet hersteld worden. Zijn land werkt hard aan maatregelen die de uitstoot van CO₂-gassen significant zullen verminderen. Daarvoor moet de productie van biobrandstoffen omhoog, maar ook moet de nucleaire optie open blijven.

Een Russische afgevaardigde wees erop dat zijn land een groot energiepotentieel heeft en een van de grote olieleveranciers is. Zijns inziens moet samenwerking tussen producenten en consumenten tot een stabiele energiebevoorrading in Europa leiden. Rusland staat open voor alles en wil zeker en vast een transparante prijszetting tot stand zien komen.

Voor de heer Weisskirchen (Duitsland) kan het probleem van de energiebevoorrading pas opgelost worden nadat de energiecharter geratificeerd is, maar daartoe moeten nog vele stappen gezet worden. Er is dringend een nieuwe klimaatpolitiek nodig. We moeten niet alleen alarmeren, we moeten tegelijk een nieuwe weg aangeven: hernieuwbare energie is de toekomst.

De Oostenrijkse afgevaardigde meende dat het gebruik van de bestaande energiebronnen tot alle milieuproblemen heeft geleid. Maar die bronnen kunnen ook voor politieke doeleinden misbruikt worden. Wij moeten er als parlementairen op toezien dat correcte maatregelen genomen worden.

De heer Petros Efthymiou (Griekenland) vond dat we moeten leren uit onze fouten. Tien jaar geleden was er een gelijkaardige conferentie met net dezelfde agenda, maar ze heeft tot geen tastbare resultaten geleid. Niemand had namelijk de politieke wil om samen een basis te geven aan een globaal probleem en om een open energiemarkt tot stand te brengen. Nochtans is dat de enig mogelijke weg om politieke spelletjes voorgoed uit de wereld te bannen. Alleen de markt, het spel tussen vraag en aanbod, mag de prijs bepalen.

Session de clôture

Outre les rapports présentés par les trois présidents de commission, le rapport de la Représentante spéciale, Mme Tone Tingsgard (Suède) était à l'agenda de la session de clôture. La synthèse présentée par Mme Anne-Marie Lizin, Présidente de la troisième commission générale est annexée au présent rapport.

Mme Tingsgard s'est plainte de la trop faible représentation des femmes au sein de l'AP OSCE (moins de 20%) et a déploré que certaines délégations ne comptent que des hommes. Elle a lancé un appel aux parlements nationaux pour qu'ils composent des délégations plus équilibrées.

Quant à l'OSCE en général, Mme Tingsgard a mis l'accent sur la sous-représentation des femmes aux fonctions importantes et a regretté que ce point ne soit pas à l'agenda du Conseil permanent. Mme Tingsgard a lancé un appel à tous ceux que la question du genre intéresse pour qu'ils forment avec elle un groupe de travail.

La sénatrice Margriet Hermans (VLD) a informé ses collègues des efforts faits par la Belgique en imposant un quota de femmes sur les listes électorales. Elle constate toutefois que si les femmes parlementaires sont désormais nombreuses en Belgique, ce n'est pas le cas au niveau de l'exécutif. Elle pense que les hommes sont mieux organisés et les femmes trop peu sûres d'elles.

Un représentant de la délégation arménienne a recommandé que l'AP OSCE rende la parité dans les délégations obligatoire.

Plusieurs intervenants sont revenus sur la question de l'observation électorale pour demander une solution rapide au plus haut niveau et le Président Lennmarker a annoncé avoir pris contact avec M. Strohal et avec le Président en exercice, M. Moratinos, en vue d'avoir une entrevue avec eux rapidement.

Les documents distribués lors de la session d'hiver qui ne sont pas consultables sur le site de l'AP OSCE (www.oscepa.org) sont disponibles sur demande au secrétariat de la délégation de la Chambre chez M. Daniel Lucion 02 549 80 60 ou du Sénat chez Mme Françoise Themelin 02 501 74 92).

*
* *

Slotssessie

Naast de verslagen voorgesteld door de drie commissievoorzitters stond ook het verslag van Speciaal afgevaardigde mevrouw Tone Tingsgard (Zweden) op de agenda van de slotzitting. De samenvatting voorgesteld door mevrouw Anne-Marie Lizin, Voorzitter van de derde algemene commissie, is als bijlage bij dit rapport gevoegd.

Mevrouw Tingsgard deed haar beklag over de zwakke vertegenwoordiging van vrouwen in de PA-OVSE (minder dan 20 %) en betreurde dat bepaalde delegaties enkel uit mannen bestaan. Zij deed een oproep tot de nationale parlementen om hun delegaties evenwichtiger samen te stellen.

Wat de OVSE in het algemeen betreft, beklemtoonde mevrouw Tingsgard de ondervertegenwoordiging van vrouwen in belangrijke functies. Zij vond het jammer dat dit punt niet op de agenda stond van het Standing Committee. Mevrouw Tingsgard deed een oproep tot al diegenen die belang stellen in genderproblemen om samen met haar een werkgroep te vormen.

Senator Margriet Hermans (VLD) lichtte haar collega's in over de inspanningen die België geleverd heeft door vrouwenquota op te leggen voor de kieslijsten. Zij stelt evenwel vast dat er thans veel vrouwelijke parlementsleden zijn in België, doch dat hetzelfde niet kan worden gezegd van het uitvoerend niveau. Zij meent dat de mannen beter georganiseerd zijn en dat de vrouwen te weinig zelfvertrouwen hebben.

Een vertegenwoordiger van de Armeense delegatie heeft voorgesteld dat de AP-OVSE de pariteit in de delegaties zou verplichten.

Verscheidene sprekers kwamen terug op de kwestie van de verkiezingswaarneming en vroegen een snelle oplossing op het hoogste niveau. Voorzitter Lennmarker heeft aangekondigd dat hij contact heeft opgenomen met de heer Strohal en met de Voorzitter in functie, de heer Moratinos, om snel een onderhoud met hen te hebben.

De documenten die verdeeld werden tijdens de winterzitting en niet terug te vinden zijn op de website van de PA-OVSE (www.oscepa.org), zijn verkrijgbaar bij het Kamersecretariaat van de delegatie bij de heer Daniel Lucion (02 549 80 60) of bij het Senaatssecretariaat bij mevrouw Françoise Themelin (02 501 74 92).

*
* *

ANNEXE

BIJLAGE

Remarks by Mrs Anne-Marie Lizin, Chair of the Third general committee

The Third Committee moved swiftly on with work. The Vice-Chair, Cecilia Wigström, reported on follow-up to our Brussels Declaration. She reported that the results had been mixed. In some areas, significant progress has been made in relation to our recommendations, notably in relation to anti-Semitism. The OSCE has also made some significant changes in the structure of the anti-trafficking mechanism. We have repeatedly voiced our concern on issues related to trafficking, and hopefully these changes will have a positive impact on the OSCE's work. On election monitoring, she reminded the Committee what we had agreed upon in Brussels, and expressed regret over the difficulties between our Assembly and the ODIHR. She strongly recommended, as President Lennmarker has requested, that the Heads of the two Institutions, ODIHR and the OSCE PA, come together to discuss the way forward in the presence of the OSCE Chairmanship and President Lennmarker.

Our Rapporteur, Mr. Lopez-Medel, gave an overview of the main issues he intends to address in his coming report. From his presentation, I'm sure that we will have a very strong report and resolution in Kyiv, which will address the basic principles of human rights and democracy. He specifically mentioned the need to protect basic rights in the fight against terrorism, and to uphold minorities' rights. Mr. Lopez-Medel stressed the need for a strong role by parliamentarians in election observation, as well as the importance of solving the remaining problems between our Assembly and ODIHR. The credibility of our election observation relies on co-operation on the basis of our Co-operation Agreement.

We were also lucky to have Mr. Haraszti, OSCE Representative on Freedom of the Media, with us yesterday. He gave us a brief overview of his work since addressing us last year, highlighting training work his office has conducted, legislative reviews, and various interventions that were necessary. He also mentioned a number of disturbing cases where violence, and even murder, against journalists remain unprosecuted. Mr. Haraszti also issued a specific request to us parliamentarians regarding the ongoing switch-over to digital media, which requires liberal licensing mechanisms.

Ambassador Strohal, Director of ODIHR, reported on his office's work in assisting states to implement their commitments. In particular, he mentioned legislative support that they have offered, and guidelines on the freedom of Assembly-related legislation which his office will soon be presenting. In the field of election observation, he stressed that the ODIHR and OSCE PA are natural partners, and that we could all benefit from stronger dialogue.

Throughout the three hours, we had regular interventions from a number of delegations. In particular, there was discussion of election observation, and the relations between our Assembly and the ODIHR. The overwhelming feeling was that we must quickly move beyond the current difficulties through dialogue between our two institutions, with the political leadership involved.